

# inter action

122

LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN

MARS 2025

REPORTAGE **PAGE 30**

## Chiens guides d'aveugles Des compagnons sur mesure



PAGE 8

INTERVIEW

**Marine Chosson**  
Victime d'un AVC  
et créatrice de  
l'AVanCée



PAGE 12

TABLE RONDE

**20 ans de la loi  
de 2005**  
L'école inclusive  
est-elle devenue  
une évidence ?



PAGE 41

DOSSIER

**Pénurie de  
médecins**  
Quelles  
solutions ?

# LES CHŒURS DE FRANCE

*Passeurs d'émotions*

300 choristes

# LIVE

# 80

*Pour le plaisir*

**EKINOX**  
**BOURG-EN-BRESSE**  
ET EN TOURNÉE DANS TOUTE LA FRANCE

**DIMANCHE 16 MARS 2025 - 16H00**  
**AU PROFIT DE LA RECHERCHE CONTRE LE CANCER**

**BILLETTERIE / INFORMATIONS**

**TARIF UNIQUE : 28 €** (gratuit jusqu'à 12 ans)

[www.ainterexpo.com](http://www.ainterexpo.com) - [billetterie@ainterexpo.com](mailto:billetterie@ainterexpo.com) - 04 74 22 12 33  
et auprès des 15 Délégations Locales de la Ligue contre le cancer



Spectacle organisé par La Ligue contre le cancer de l'Ain, Immeuble MSA,  
15, place du Champ de Foire, 01000 Bourg-en-Bresse, 04 74 22 58 96

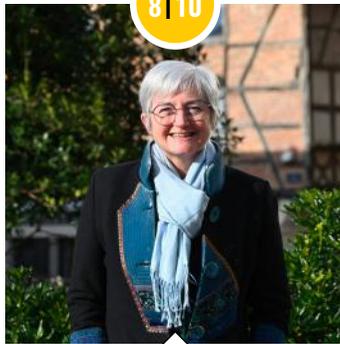
**WWW.CHOEURS-DE-FRANCE.FR**





6 | 7

**C'est vous  
QUI LE DITES**



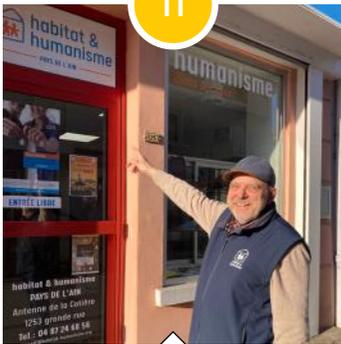
8 | 10

**Interview Marine Chosson**  
VICTIME D'UN AVC



12 | 14

**Table ronde**  
20 ANS DE LA LOI DE 2005



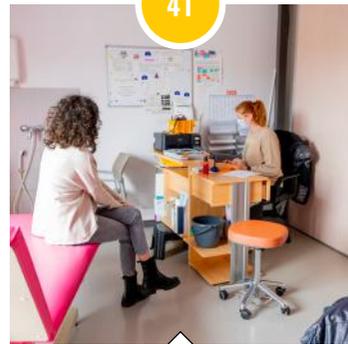
11

**Portrait pour traits**  
LUC DECOURTY



30 | 31

**Reportage**  
CHIENS GUIDES D'AVEUGLES



41

**Dossier**  
PÉNURIE DE MÉDECINS

19 | 39



**LE CAHIER PARTENAIRES**

LE MAGAZINE TRIMESTRIEL DE L'ACTION SOCIALE DANS L'AIN

**Partenaires :** ADAPA, Adapei, ADMR, Ain Domicile Services, Alfa3a, Grand Bourg Habitat, Conseil départemental de l'Ain, Dynacité, MSA Ain-Rhône, Orsac, Semcoda, Udaf de l'Ain |

**Directeur de la publication et de la rédaction :** Jacques Dupoyet | **Directrice opérationnelle :** Eveline Lines Prévitali

| **Réalisation :** Abscisse Communication, 27 rue des Bons Enfants 01000 Bourg-en-Bresse, Tél. 04 74 24 44 44 | **Création :** Genaro Studio |

**Rédaction :** Annick Joasson, Gaëlle Lanier, Christophe Milazzo, Mathilde Palfroy, Alexandra Palumbo, Pascaline Terelli | **Photographies :** Guillaume Cathala, Laetitia Delétang

| **Illustrations :** Canva, freepik.com | **Impression :** Estimprim. Tirage : 10 000 ex. N°ISSN : 1260-528X.

## Handisport

# Ain'clusif cécifoot

**S**port figurant aux Jeux paralympiques, le cécifoot « *a de nombreux bienfaits : il favorise la communication, l'écoute, l'entraide, la confiance* » souligne Pierre Sanvert. Promouvoir sa pratique et ainsi rendre le football accessible à tous, favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle : c'est le but de l'association Ain'clusif - Des pieds aux sens qu'il a lancée fin 2024. Affilié au comité Handisport 01, c'est le premier club de cécifoot dans l'Ain et le deuxième en Auvergne-Rhône-Alpes. L'action passe par l'organisation de séances d'initiation gratuites – deux premières ont eu lieu à Viriat et Lagnieu –, de tournois interquartiers, de sensibilisation au handicap dans des clubs de football, d'ateliers sensoriels dans des établissements (scolaires, médico-sociaux, protection de l'enfance, Ehpad...) et, à terme, la mise en place d'une pratique hebdomadaire pour les déficients visuels. Alliant sport et culture, un événement

inédit aura lieu le 17 mai à Lagnieu, avec ateliers sensoriels ludiques pour tous les âges et la présence d'athlètes paralympiques. ■

Tél. 06 41 73 6717  
[www.ainclusif.fr](http://www.ainclusif.fr)  
[ainclusif@gmail.com](mailto:ainclusif@gmail.com)



Le cécifoot se pratique les yeux bandés, avec un ballon sonore et un gardien voyant.

## Accompagnement budgétaire

# Crésus burgien

**R**éunissant au total en France quelque 500 bénévoles, près d'une trentaine d'associations Crésus\* accompagnent les personnes en difficulté financière. Denis Durupt, jeune retraité alliant compétences bancaires et goût pour l'accompagnement social, est l'un d'eux. Membre de Crésus Rhône, il assure la permanence de l'antenne burgienne créée en septembre 2023.

Il reçoit les personnes sur rendez-vous, à la MCC, les mardis et mercredis. L'association offre une aide à la construction et la gestion du budget, un accompagnement au dossier et tout au long de la procédure de surendettement, et au micro-crédit. Objectif : « *apporter aux personnes un peu de visibilité au bout du tunnel, les aider à se reconstruire financièrement* » souligne Denis Durupt. Crésus propose aussi des séances collectives et ludo-pédagogiques d'éducation budgétaire via le jeu Dilemme, auprès de divers publics, « *jeunes et moins jeunes* ». Afin de renforcer l'antenne burgienne, un deuxième bénévole serait le bienvenu. ■

\* Chambre régionale du surendettement social

Tél. 06 69 14 75 60  
[denis.durupt@cresus-rhone.org](mailto:denis.durupt@cresus-rhone.org)  
[www.cresus-rhone.org](http://www.cresus-rhone.org)



Outre l'accompagnement individuel, Denis Durupt propose des séances collectives et ludiques d'éducation financière.

## Ils partent, ils arrivent

### Police nationale

Baptiste Berrod, qui était directeur départemental de la police nationale de l'Ain depuis 2021, a été nommé au pôle RH de la Direction générale de la police nationale à Paris.

### Sous-préfecture

Karine Garcin-Escobar a pris les fonctions de sous-préfète de l'arrondissement de Nantua le 17 février 2025. Elle succède à Danielle Balu qui avait quitté ce poste le 31 octobre dernier.

Karine Garcin-Escobar



### Adapa

Après avoir été manager de transition suite au départ de Thierry Nicolosi, Nordine Boudjelida a officiellement pris ses fonctions de directeur général de l'Adapa en début d'année 2025.

À la présidence, Jean-Paul Peulet a succédé à Marc Dupont.



Nordine Boudjelida

## En bref

### Un CAP dédié au grand âge

Le lycée Gabriel-Voisin de Bourg-en-Bresse a ouvert un CAP Agent d'accompagnement au grand âge (AAGA) en septembre dernier. Il est le seul établissement à proposer cette formation dans l'Ain. Les onze élèves de cette première promotion vont être formés pendant deux ans à l'accompagnement des personnes âgées en structures sociales et médico-sociales dans les actes de leur vie quotidienne. Une troisième année, déjà en projet, permettra de compléter leurs acquis sur l'aide à domicile. Les deux premières années d'études comportent 7 et 8 semaines de stage. Le lycée est en recherche de structures (MARPA, EHPAD, résidences autonomie) pour accueillir les élèves mineurs du 2 au 27 juin.

Tél. 04 74 23 02 55



# Santé mentale

## La société mise à mal

**T**reize millions de personnes concernées en France, un suicide toutes les heures dont un d'agriculteur tous les deux jours, près de 41 % d'étudiants en souffrance de troubles anxio-gènes ou dépressifs, première cause de mortalité des 15-35 ans, numéro un des arrêts maladie de longue durée avec un nombre phénoménal de burn out, un coût direct ou indirect de plus de 163 milliards d'euros, la psychiatrie étant le premier poste de dépenses de l'assurance maladie, sans évoquer les nombreuses incivilités et atteintes à l'ordre public constatées quotidiennement : la santé mentale méritait vraiment d'être enfin déclarée grande cause nationale 2025.

Au-delà du programme minutieusement concocté par celles et ceux qui ont la charge de le déployer tout au long de l'année, pour sensibiliser, déstigmatiser et prévenir sur la nature multiforme et multifactorielle d'un fléau pouvant affecter de façon plus ou moins durable un Français sur trois au cours de son existence selon les prévisionnistes, nul ne peut ignorer aujourd'hui l'ampleur que prend ce mal rongeur notre société.

Avec quelque 20 % de la population atteinte chaque année par des troubles psychiques ou psychiatriques pouvant toucher, sans discernement d'âge ou d'état de vie, son cercle familial ou amical, son milieu professionnel ou de voisinage, nous nous devons tous d'en prendre pleinement conscience et d'agir bien modestement pour essayer d'en réduire au maximum les fractures que cela engendre sans nous en remettre totalement pour traiter le problème aux seuls spécialistes, si indispensables soient-ils et auxquels il convient de rendre hommage. Trop souvent démunis, voire culpabilisés, face aux souffrances subies en la matière, nous ressentons tous, malgré nos limites ou sentiments d'impuissances, l'envie d'agir.

N'est-il donc pas temps en effet de nous interroger déjà chacun à notre niveau sur les facteurs sur lesquels nous pouvons personnellement peser de façon préventive afin d'espérer réduire de tels méfaits dans notre propre entourage pouvant engendrer telle ou telle forme de dégradation de la santé mentale ? C'est ce à quoi devrait déjà nous inciter cette campagne nationale. Car au-delà de dispositions ou dispositifs adaptés à telle ou telle situation, sans doute est-ce là l'occasion pour les citoyens que nous sommes de nous interroger sur nombre de tolérances et dérives sociétales sous couvert d'être dans la norme, conduisant à des addictions en tout genre, au repli sur soi, à la dilution des liens familiaux, au poids de la séparation, à la disparition de règles élémentaires de savoir être et savoir-vivre en société, à des modes et rythmes de vie quelque peu déréglés fort éloignés des principes d'écologie intégrale, à la dilution de repères fondamentaux sous influence de réseaux pervers, voire de réseaux sociaux et autres médias, qui ne savent qu'entretenir des sentiments de mal-être, et portent ainsi atteinte, au-delà de la santé mentale individuelle, à notre santé mentale collective.

La tolérance et l'apathie, enseignait Aristote, sont les dernières vertus d'une société mourante. Ne nous laissons donc pas mourir, agissons.

Le simple retour au bon sens et la recherche en éducation du *mens sana in corpore sano* ne devraient-ils pas permettre de réduire quelque peu bien des maux constatés, eux-mêmes porteurs de dégradations tellement pires ? ■



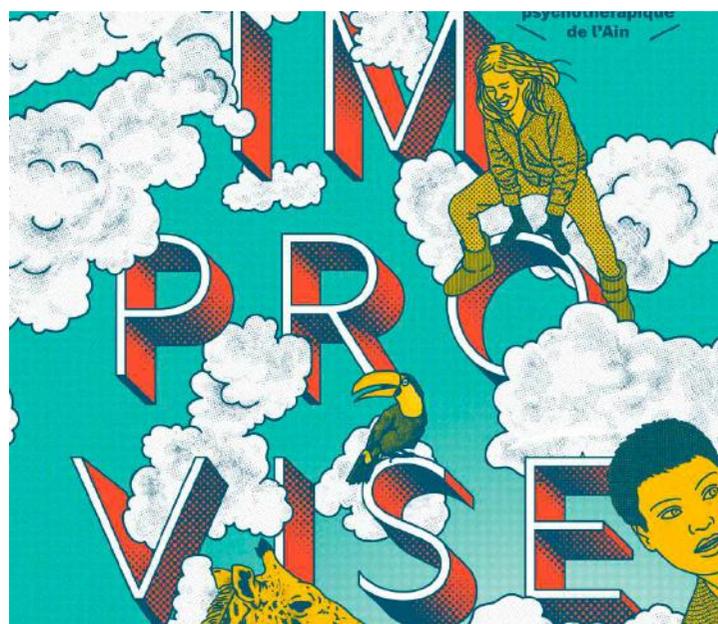
C'EST VOUS  
QUI LE DITES !

Après une scolarité en CP, à la suite de mon diagnostic dys, j'ai eu deux compensations : un ordinateur et une entrée en ULIS (Unité localisée pour l'inclusion scolaire).

On m'a toujours dit que mon handicap ne se voit pas. Mais il s'entend et il se lit ! J'ai rencontré des équipes pédagogiques incroyables. Passer du temps avec un enfant qui ne sait ni lire ni écrire correctement et qui a du mal à s'exprimer, c'est compliqué. Elles ont pris le temps d'apprendre à me connaître et de trouver des

solutions, ça m'a permis de prendre confiance en moi. Aujourd'hui, après un bac pro, je continue ma scolarité en BTS.

**JALIL**  
ÉTUDIANT



## Invitation à la création

Axé sur le thème de l'improvisation, le premier semestre 2025 de Culture Nomad, au CPA, invite à de multiples rencontres artistiques et ateliers de créations collectives, ouverts à tous. Au programme : poésie, ménagerie des enfants, cartels sonores, électroscope, labyrinthe périscopique, fou dans l'art, visites guidées...

<https://www.cpa01.fr/actualites/nouvelle-programmation-culture-nomad/>

Le droit à la culture est inscrit dans la Déclaration de Fribourg, de 1993.



**PHILIPPE CONSTANT**  
RÉFÉRENT CULTURE DU COMITÉ LOCAL 01 CULTURE ET SANTÉ



Quand on construit du logement social, on le fait pour le siècle, pas pour vingt ou trente ans.

**EMMANUELLE COSSE**  
PRÉSIDENTE DE L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT

# Anti-gaspillage alimentaire

## Balance tes courges et Cie

D'un côté, des jardiniers ont des surplus de récolte ; de l'autre, des besoins d'aide alimentaire existent dans l'Ain. L'initiative citoyenne Balance tes courges et Cie, lancée par Cécile Cordier en 2021, réunit les deux. Quatre points de collecte permettent de déposer les surplus de fruits, légumes, herbes aromatiques (la Croix-Rouge, l'épicerie solidaire et l'Atelier écocitoyen à Bourg-en-Bresse, et la fromagerie de Certines) qui sont ensuite redistribués à des personnes en difficulté. « *C'est à petite échelle* » prévient Cécile Cordier. Un projet est également à l'œuvre avec la commune de Certines et Grand Bourg Agglomération pour planter des arbres et créer ainsi des espaces publics nourriciers. Solidaire et anti-gaspi, l'action a aussi le mérite d'être exemplaire : des initiatives similaires sont nées en Haute-Savoie et dans le Cantal. ■

Tél. 06 28 34 28 70  
[Balancetescourges01@gmail.com](mailto:Balancetescourges01@gmail.com)  
[www.facebook.com/balancetescourgesetcie/](http://www.facebook.com/balancetescourgesetcie/)



Les surplus de récolte peuvent être déposés dans quatre points de collecte.

### ADAP&MOI

L'ADAPA met en place un nouveau programme gratuit de prévention pour les plus de 60 ans, ADAP&MOI, avec le soutien de la Conférence des financeurs. Décliné en 16 séances, en groupes d'une dizaine de personnes, il comprend des initiations sur des thématiques du quotidien des seniors : l'alimentation, la sécurité routière, les sorties culturelles, l'activité physique, la consommation énergétique, les aides techniques innovantes, l'accès au numérique, le travail de la mémoire, ou tout simplement le lien social.

Tél. 04 74 45 51 70  
[prevention@adapa01.com](mailto:prevention@adapa01.com)

### ABCDE Ain

Géopolitique, migrations, handicap, éducation, jeunesse, Europe, climat... Chaque mois, l'association ABCDE Ain\* convie, sur les secteurs de Montrevel et Saint-Trivier-de-Courtes, à une rencontre aux formes variées (conférence-débat, ciné-débat, spectacle...), animée par un spécialiste, sur un sujet relatif aux enjeux du 21<sup>e</sup> siècle. L'ouverture sur le monde passe aussi par les partenariats avec les acteurs locaux. Ouverts à tous, avec libre participation aux frais, ces échanges attirent un large public. Prochain rendez-vous le 24 mars, sur « Les migrations, quelles réalités ? » par Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche émérite au CNRS.

\* Association bressane citoyenne de débats et d'échanges

[abcde.bresse@gmail.com](mailto:abcde.bresse@gmail.com)  
<https://sites.google.com/view/abcde-ain>

### Accès aux droits des détenus

La Caf de l'Ain, le SPIP (Service pénitentiaire d'insertion et de probation) et le centre pénitentiaire de Bourg-en-Bresse ont signé une convention de partenariat visant à améliorer l'accès aux droits sociaux des personnes en détention. La Caf tiendra des permanences au sein de la prison afin d'accompagner les détenus et leurs familles. Le personnel pénitentiaire sera sensibilisé à ces enjeux. Objectif : éviter les ruptures de droits et permettre une réinsertion plus sereine. Par ailleurs, la Caf soutient le Relais enfants parents de l'Ain, qui aide au maintien des liens entre les enfants et leur parent incarcéré.

## Vu sur les réseaux



### L'Ain, le Département - 11 février

L'Ain recrute ! Des postes sont à pourvoir à la Maison Départementale de l'Enfance de l'Ain. Intéressé ? Postulez [www.ain.fr/metiers-medico-social-action/#mdea](http://www.ain.fr/metiers-medico-social-action/#mdea) ou faites tourner l'annonce !

### Adapei de l'Ain - 11 février

À l'occasion de la journée internationale de la Trisomie 21, venez participer à l'après-midi rando-débat le 21 mars à 14h30.

### APF France handicap Rhône-Ain - 20 février

Envie d'agir et de faire la différence ? APF France handicap Rhône-Ain cherche des bénévoles motivés pour accompagner des sorties, prêter main forte sur des événements

ou simplement partager un bon moment avec nos adhérents.

### AGLCA - 18 février

Tranche d'asso : nouvelle émission sur [Rcf Pays de l'Ain](http://Rcf.Pays.de.l'Ain)

Ce mois-ci, Marie Sarron Belin de l'AGLCA accueille 3 membres de l'association « Lire et sourire ».

Lire et Sourire apporte, par la lecture, des moments d'évasion et de bonheur à des personnes âgées fragilisées. Les bénévoles interviennent en maisons de retraite pour des lectures à voix haute permettant d'améliorer le bien-être et de stimuler les capacités cognitives des résidents.

En 2021, Marine Chosson vivait à 300 à l'heure, surtout pour son travail. À 51 ans, elle était directrice générale de Grand Bourg Habitat. Sa vie se fige brutalement après un accident vasculaire cérébral (AVC) qui la rend hémiparétique. Après deux ans d'efforts, de ténacité, elle retrouve sa mobilité mais garde des séquelles. Aujourd'hui, les capacités physiques et cognitives de Marine ont diminué, mais ses compétences sont restées, notamment celle de la transmission. Formée comme patient expert, elle accompagne les victimes d'AVC. Elle milite aussi pour le ré-accueil en entreprise et la lutte contre le handicap invisible en proposant animations et conférences avec sa structure, L'AVanCée.

TEXTES **GAËLLE LANIER**  
PHOTOS **LAETITIA DELETANG**

# Marine Chosson

**VICTIME D'UN AVC ET CRÉATRICE DE L'AVANCÉE**

# « Depuis mon AVC, je suis reconnectée à l'essentiel »

## **Le 20 mars 2021, vous êtes victime d'un AVC. Que se passe-t-il ?**

Quand on me dit : Madame, vous faites un AVC, je me dis que ce n'est pas possible. J'ai 51 ans, je suis sportive, je n'ai pas d'hypertension. Je suis touchée sur la partie gauche du cerveau, ma motricité est détruite. Le lendemain, je prends conscience que mon corps ne bouge plus du tout à droite. Ma main et ma jambe ne répondent pas. Les infirmières m'expliquent que ça va être long, mais que je pourrai réapprendre et on me cherche une place dans un centre de rééducation.

## **Comment réagissez-vous ?**

Super mal parce que je suis une femme hyper contrôlante. J'ai toujours dit à mon cerveau : si je pense que tu peux le faire, tu le fais. Je n'ai pas imaginé une seconde que mon corps allait dire stop. Je pleure tout le temps, j'ai des maux de tête terribles. Je me dis que ma vie d'avant est finie. J'ai toujours pensé que les AVC étaient un truc de vieux. J'ai découvert que cela arrivait à tous les âges de la vie et même chez les enfants. Plus de mille enfants par an font un AVC avant l'âge d'un an. Chez les femmes, il est la première cause de mortalité et de handicap acquis. Le stress tient une part très importante dans son origine.

## **Vous étiez une femme très active où le travail était au cœur de votre vie. Un lien a-t-il été fait entre votre rythme de vie et cet AVC ?**

Oui, très vite les médecins me l'ont dit. J'ai des artères d'une femme de 70 ans et c'est lié au stress. Avant l'AVC, j'avais été malade du Covid pendant un mois, j'étais épuisée.

À un moment, ça a craqué. Entre l'hospitalisation et l'hôpital de jour, ma rééducation a duré deux ans.

## **Dans quel état de santé êtes-vous aujourd'hui ?**

Je marche avec une canne, car je n'ai plus retrouvé de sensibilité sous mon pied droit. Je souffre d'hyperacousie donc j'ai besoin d'un casque, car j'entends tous les sons au même niveau. J'ai gardé une extrême fatigabilité avec une concentration maximale de 3-4 heures. Après je dois reposer mon cerveau. C'est du handicap invisible.

## **Vous avez été licenciée en 2024 pour inaptitude. Comment avez-vous vécu ces trois années ?**

Quand on m'a dit que ma vie d'avant était finie, cela a été pour moi un deuil terrible à faire et les trois ans d'arrêt maladie ont été nécessaires.

## **Il faut passer par l'étape du deuil pour réimaginer sa vie ?**

Oui parce que tant que le deuil n'est pas fait, on repense à sa vie d'avant et à ce qu'on ne peut plus faire.

## **Vous l'avez accepté ?**

Je suis encore accompagnée. C'est très dur quand la CPAM vous dit : vous êtes invalide catégorie 2. Vous ne pourrez plus faire que des petites activités. Je suis encore à dix ans

de la retraite. Avant j'étais à 300 à l'heure. Je n'allais pas rester sur mon canapé à regarder des séries. J'ai fait réellement mon deuil quand j'ai été licenciée pour inaptitude. Là, j'avais un papier qui disait : c'est fini. J'ai encore des émotions, car c'est très récent, mais elles sont davantage liées aux souvenirs.

## **Qu'avez-vous décidé de faire ?**

Un jour, lors d'un accompagnement avec la psychologue, elle m'a dit : vous avez perdu votre vie d'avant, mais pas vos compétences. Et parmi elles, il y a la transmission. Elle me sert aujourd'hui dans mon rôle de patient expert.

Un patient expert ou partenaire, c'est quelqu'un qui va partager son savoir expérientiel. Il n'est pas médecin, il n'est pas soignant, mais il devient partenaire d'une équipe multidisciplinaire. J'anime des ateliers d'éducation thérapeutique à l'hôpital, dans des maisons de santé pour aider les gens à regagner des compétences, de savoir-être, d'estime de soi, d'expression des besoins, d'acceptation du deuil.

Comment on se recrée une vie après un AVC. Cette formation de patient expert a été le premier pas qui m'a permis de rebondir.

## **Vous avez donc repris les études pour passer un diplôme universitaire (DU) ?**

Oui, je suis retournée à l'école avec des patients et des soignants à l'université des patients à Sorbonne. Le DU intègre chaque année dix patients qui ont eu des cancers, des greffes... Nous avons un rythme très respectueux de notre état de santé.



J'ai fait mon deuil.

« J'ai retrouvé du sens, un sens à ma vie. C'est un chemin douloureux, mais on peut se réinventer, se reconstruire. »



### **Vous vous investissez aussi dans des associations liées aux handicaps invisibles. Que faites-vous ?**

J'interviens pour l'association Draw your fight\*. Elle est présidée par une jeune femme handicapée et médecin. Elle est confrontée à un monde où l'empathie n'est pas une priorité et elle se bat. Et en plus, elle dessine. Elle a créé une très belle exposition sur le reflet des maux invisibles qui montre ce que les gens voient et ce que vit réellement la personne handicapée. Avec Draw your fight, j'accompagne l'exposition et je propose des petites conférences pour sensibiliser au handicap invisible.

### **Vous militez également pour le ré-accueil en entreprise après un accident de la vie...**

J'avais imaginé après mon AVC revenir dans mon entreprise et pouvoir retravailler trois demi-journées par semaine. Cela n'a pas été possible. Je pense qu'il faut se battre au niveau des entreprises, car elles ont des croyances. Quand vous êtes cadre, s'il vous arrive un gros accident de la vie, on vous propose uniquement le licenciement pour inaptitude.

### **Vous pensez qu'il y a d'autres chemins possibles ?**

Oui. Je travaille énormément sur le ré-accueil. Je rencontre des entreprises dont c'est l'ADN, mais qui ne savent

pas comment s'y prendre. Je les aide, je forme leurs managers, je leur explique les aménagements possibles qui peuvent bénéficier d'aides. J'explique la fatigabilité des personnes touchées par les maladies chroniques : la sclérose en plaques, l'endométriose, la maladie de Lyme, la maladie de Crohn... Il est nécessaire aussi de sensibiliser les collaborateurs.

### **Avec votre structure, L'AVanCée, vous avez mis en place des conférences sur le ré-accueil. À qui s'adressent-elles ?**

La première est une conférence grand public qui a pour thème : « Comment se reconstruit-on après un accident de vie ? » Je l'anime pour France AVC 74 et Draw your fight. La seconde conférence est destinée aux entreprises. Elle s'intitule : « Comment conserver ses meilleurs talents après un accident de vie ». Dans un marché du recrutement difficile, les entreprises ont tout intérêt à conserver ces salariés expérimentés et qui feront preuve d'une grande loyauté.

### **C'est-à-dire ?**

Les personnes qui ont eu un accident de la vie savent ce qu'elles ont traversé. J'ai réappris à marcher, à écrire, je suis debout. Vous vous rendez compte tout ce que cela mobilise en termes de volonté, de puissance, d'abnégation ? Ce sont des valeurs qu'on attend dans l'entreprise.

### **Un gros travail d'inclusion est à faire ?**

Il est énorme. Sur 12 millions de personnes handicapées, seules 39 % sont en emploi. Il y a 20 millions de malades chroniques, soit 1 salarié sur 5. Ce n'est pas parce qu'on a eu une greffe du rein qu'on ne peut pas travailler. Ce n'est pas parce qu'on a une maladie de Crohn

qu'on ne peut pas travailler. Il faut adapter le poste dans l'entreprise.

### **En même temps, si vous n'aviez pas connu le licenciement, vous ne seriez pas allée vers ce nouveau chemin ?**

Une amie m'a dit : c'est peut-être une chance cet AVC. Aujourd'hui, presque quatre ans plus tard, je le dis. J'ai fait mon deuil et je suis restée une battante. J'ai eu cette chance d'avoir été très volontaire, d'avoir une facilité à la mise en contact. Je n'ai pas perdu ces atouts. Ça m'a permis de réinventer quelque chose, mais je sais que ce n'est pas donné à tout le monde. C'est comme le ré-accueil, tout le monde n'a pas envie de retourner dans son entreprise.

### **Qu'est-ce qui vous a donné la force de vous battre ?**

Ce n'était pas perdu. Les médecins m'avaient dit : les reconnexions vont se refaire. Par contre, plus vous vous lamenterez, plus ce sera long et difficile. Mon ADN, c'est d'aider les gens. C'est ça aujourd'hui qui me porte.

### **Qu'est-ce que cette épreuve vous a appris de vous ?**

Que je me suis trompée de priorité. Quand j'ai eu mon AVC, j'avais sur mes réseaux 500 contacts entreprise. Dix m'ont appelée en 3 ans et demi. Je ne prenais plus le temps de voir ma famille, mes amis. Eux, ils ont été là. Je me suis reconnectée à l'essentiel.

### **Aujourd'hui, comment allez-vous et qu'est-ce qui vous fait avancer ?**

Je vais bien. Ce qui me fait avancer ? Me dire que des gens s'intéressent à ce que je fais. Que j'existe. La plus grosse difficulté quand vous perdez votre vie d'avant, c'est de répondre à la question : qu'est-ce que tu fais dans la vie ? Je ne me voyais pas dire : je suis invalide, catégorie 2. Là, je peux répondre que j'anime des ateliers d'éducation thérapeutique et que je suis patient expert. J'ai un rôle. Ce qui est surtout intéressant, c'est que je suis aujourd'hui. Une personne qui va vous accompagner, vous tenir la main sur un bout du chemin, qui répondra quand vous n'irez pas bien. J'ai retrouvé du sens, un sens à ma vie. C'est un chemin douloureux, mais on peut se réinventer, se reconstruire. ■

“  
Mon ADN, c'est  
d'aider les gens.”

\* [www.drawyourfight.org](http://www.drawyourfight.org)

**LUC DECOURTY**

# Des idées plein le cœur

PAR PASCALINE TERELLI

À 73 ans, Luc Decourty cavale toujours du matin au soir, au service d'Habitat et Humanisme. Ce qui le fait courir ? Sa passion pour améliorer le logement social, trouver des solutions pour sortir les gens de la précarité en leur permettant d'accéder à un toit. Et des idées, il en a 1 000 par seconde dans la tête !

« MON COUP DE GUEULE ? LES LOGEMENTS VACANTS ! JE TROUVE QUE C'EST UN SCANDALE PUBLIC NATIONAL. »



Du plus loin qu'il remonte dans ses souvenirs, Luc Decourty confesse une attirance chevillée au corps pour l'action associative. Inclination atavique « inscrite dans l'ADN parental », qui le fait s'impliquer, tout jeune élève, dans le ciné-club du collège ou le jumelage scolaire à Dreux. Puis, dans l'opération Mille clubs de jeunes, lancée en 1968 par le ministre de la Jeunesse et des sports de l'époque, François Missoffe.

Puis encore, au fil des villes où il réside, auprès des associations de commerçants.

**DES VALEURS FRATERNELLES EN PARTAGE**

Installé sur la Côtière en 1995, c'est d'une rencontre avec les pionniers Henri Gendrin, Louis Lingot, Guy Berlie et Philippe Boyer dont il prendra la suite, que Luc Decourty décide d'entrer à Habitat et Humanisme. « J'ai été attiré par le concept de logement très social doublé d'un accompagnement global, se souvient-il, et j'ai tout de suite adhéré aux valeurs du mouvement, l'écoute, la bienveillance et l'esprit novateur (logements en gare et action Propriétaires & Solidaires) dans les domaines immobilier et social. » Un mouvement créé par un prêtre, Bernard Devert, mais dont le fonctionnement laïc lui convient bien en tant que « chrétien pratiquant ».

**FÉDÉRER ET SAVOIR S'ENTOURER**

Dès lors, Luc Decourty n'a cessé de valoriser le partage important opéré avec les bénévoles dont les compétences et les idées comptent beaucoup dans l'organisation de l'association. « Nous avons une très forte culture du bénévolat, structuré en missions bien identifiées. Personnellement, j'ai touché un peu à tout ! ». De l'ingénierie travaux et immobilier à l'accompagnement social et aux activités de soutien (scolaire, informatique...), jusqu'à l'animation de l'antenne Côtière depuis quinze ans. Une antenne qui, avec l'ouverture de l'Escale solidaire dans

Bio 

- 73 ans.
- Né en Belgique, en France depuis l'âge de 10 ans.
- Marié à Françoise, 3 enfants, un petit-fils.
- Vit à Miribel.
- Retraité du secteur immobilier (agent commercial indépendant) et du logement social (prospection développement pour Alfa3a).
- 2001, premier pas dans le mouvement Habitat et Humanisme.
- 2010, premier de ses 5 mandats d'administrateur, responsable de l'antenne Côtière d'Habitat et Humanisme Pays de l'Ain.
- 2020, ouverture de l'Escale solidaire de la Côtière à Miribel.

la Grande rue de Miribel en 2020, concentre les deux tiers des 120 bénévoles du Pays de l'Ain. « Ce local, très fédérateur, est un formidable outil d'insertion. Il sert pleinement notre objectif de création de liens et d'engagement, chacun à sa mesure. »

**QUAND GERMENT LES FRUITS DE L'ACCOMPAGNEMENT**

L'engagement justement, Luc en a toujours à revendre, effectuant « un temps plus que complet, avec 35 h en début de semaine, 35 h pour la fin ! ». Infatigable, il se dit porté par sa passion et par la satisfaction « de ce qui est apporté aux locataires », fier et heureux « des belles réussites d'intégration sociale, économique, personnelle » de personnes dont il a vu « recouvrer et grandir l'autonomie ». Parmi les rencontres qui ont compté, Luc Decourty cite une maman célibataire et un couple demandeur d'asile dont la fille est devenue sa filleule. Une fraternité qu'il partage avec son épouse Françoise et une équipe fidèle et renouvelée, très engagée à ses côtés. ■

“ Faire reculer le mal logement ”

20 ans de la

# L'école inclusive est-elle

Pierre angulaire pour la scolarisation des enfants en situation de handicap, la loi de 2005 a marqué le passage d'une logique d'éducation séparée et d'intégration à une dynamique inclusive. Vingt ans plus tard, où en est l'inclusion scolaire ? Quelle place reste-t-il au milieu protégé ? Quelles passerelles existent entre les deux milieux ?

« Dans les années 80-90, l'école était un droit pour les enfants en situation de handicap, mais il n'était pas effectif. La loi de 2005 a affirmé ce droit d'une façon forte », juge Marie-France Costagliola. Il y aurait donc un avant et un après, permis par des efforts conséquents. Laure Guellard prend l'exemple des dispositifs ULIS\* au nombre de 65 dans les écoles et présents dans chaque collège, y compris celui d'Ornex ouvert cette année. « L'école s'est transformée dans ses espaces autant que dans ses pratiques. »

## UN LONG PROCESSUS

La loi a marqué le début d'une transformation. L'école a dû changer, s'ouvrir : un phénomène chronophage. « Il y a le temps du législateur et celui de l'évolution des pratiques. Accueillir les enfants, quels qu'ils soient et où qu'ils en soient dans leur possibilité d'accéder aux apprentissages, c'est acquis. Mais les difficultés provoquées par l'arrivée d'un enfant à besoins éducatifs particuliers dans une classe se travaille à long terme. Elle remet en cause certaines pratiques professionnelles. »

Fabrice Bousquet partage cette vision. « Ça n'a pas été une révolution du jour au lendemain, mais une évolution, une transformation continue. Sur les vingt, trente dernières années, il y a eu des changements sociétaux fondamentaux. Une révolution culturelle est en marche, mais il faudra peut-être deux ou trois générations pour que ce soit ancré. » Il perçoit dans le même temps une forme de repli social. « Des élèves sont en difficulté, n'ont pas intégré tous les codes sociaux. Le handicap dérange. Comment répond-on à ces enjeux sans générer de l'exclusion ? » Marylène Thévenet les rejoint, se félicitant des solutions apportées aux enfants scolarisés en milieu ordinaire, mais pointant le « grand chemin à parcourir sur les situations plus complexes où le maillage ne suffit pas et où les enfants ont besoin d'un étayage plus important. » ■

\* Unité localisée pour l'inclusion scolaire

“

Quand on discute avec les familles, on a toujours l'impression que ça ne va pas assez vite par rapport aux besoins réels.

LAURE GUELLARD



« L'école ordinaire va faire le maximum avec des aménagements et en rendant accessibles les apprentissages. Au fur et à mesure, on est en train d'apprendre, de nouveaux dispositifs sont créés, uniquement ou sein de l'Éducation nationale ou avec l'appui du médico-social. C'est une tendance qui va se confirmer avec plus d'apports partenariaux. »

MARYLÈNE THÉVENET  
DIRECTRICE DE LA MDPH



# loi de 2005

## devenue une évidence ?

« Il faut mesurer la transformation profonde dans les pratiques professionnelles et faire le deuil d'une classe idéale, avoir suffisamment confiance dans l'identité professionnelle de chacun pour se dire que le projet construit pour tous les enfants ne sera pas le même. Ça ne va pas de soi et il faut entendre cette inquiétude des enseignants dont ça remet en cause certaines pratiques professionnelles. »

**LAURE GUELLARD**

INSPECTRICE DE L'ÉDUCATION NATIONALE CHARGÉE DU SERVICE DE L'ÉCOLE INCLUSIVE DE L'AIN



« Tous les enfants ont le droit à l'éducation, mais le handicap est multiforme. Tout enfant ne peut pas être inclus comme on le souhaiterait en milieu ordinaire, même si c'est le postulat de base. L'idée est d'analyser pour chaque besoin et chaque enfant comment répondre. Une scolarité ordinaire peut devenir très violente pour un enfant qui ne peut pas suivre. »

**MARIE-FRANCE COSTAGLIOLA**  
PRÉSIDENTE DE L'ADAPEI DE L'AIN



« Nous sommes dans une révolution culturelle. Ce changement de pratiques implique une forme de lenteur, parfois de précipitation. Les temporalités ne sont pas les mêmes du côté des parents, des personnes elles-mêmes, des professionnels, des organisations gestionnaires. C'est ce qui rend complexe le processus d'inclusion et d'accès à l'école pour tous. »

**FABRICE BOUSQUET**  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PEP 01



### Tous à l'école ?

Laure Guellard rappelle que « l'école inclusive, c'est le présupposé de la loi. Le droit, c'est la scolarisation des enfants avec leur classe d'âge, en proximité. Lorsque ce n'est pas possible en l'état, on réfléchit aux moyens de compensation, aux autres accompagnements, aux parcours que l'on peut proposer avec l'appui du médico-social. » Une pluralité de réponses à laquelle Marie-France Costagliola adhère. Elle appelle à prendre le temps de repérer les besoins spécifiques de chacun pour éviter des situations inadaptées, voire violentes.

Alors, l'injonction formulée il y a quelques années par l'ONU de fermer les établissements spécialisés est-elle illusoire ? Laure Guellard est claire. « L'école inclusive ne pourra jamais se faire avec l'école seule. L'instruction est obligatoire. La modalité majoritaire, c'est l'école. Quand c'est difficile, comment proposer quand même de l'instruction ? Comment compenser ? » Fabrice Bousquet ajoute : « la recommandation européenne n'a jamais parlé de suppression des ESMS\*. Elle appelle à éviter le recours à l'institutionnalisation en faveur d'une évolution, d'une transformation. » Marie-France Costagliola relève les bouleversements dans le fonctionnement des institutions, vecteurs d'inclusion, d'accompagnement d'enfants à besoins spécifiques avec des thérapies adaptées, du soutien éducatif. « Pour l'instant, elles sont nécessaires. » Fabrice Bousquet ajoute : « On a changé de paradigme. La logique institutionnelle était génératrice d'une violence inouïe. Mais les enfants que nous accueillons maintenant ont des besoins, notamment sur la santé, bien supérieurs. » ■

\* Établissement ou service social ou médico-social





## Plus agiles, plus collectif

« *Une tendance est de rendre le plus perméables possible les frontières entre l'école collective de l'Éducation nationale et le milieu protégé* », rappelle Laure Guellard. Les lignes ont bougé, avec la présence d'unités d'enseignement et d'enseignants de l'Éducation nationale au sein des ESMS ou encore avec la création en 2020 des EMAS\*. Ces dernières ont induit un changement de culture en permettant aux équipes pédagogiques de s'appuyer sur l'expertise et les outils du médico-social. Mais attention à ne pas se noyer dans une jungle de dispositifs ! Pour Fabrice Bousquet, la solution passe par des structures agiles, plus petites, essayées sur le territoire pour apporter des réponses au plus proche du lieu de vie. La loi de 2005 prévoit déjà des mises à disposition de personnel à l'école. « *Ce n'est pas suffisant* », regrette Fabrice Bousquet qui plaide pour l'implantation de tout le plateau technique médico-social dans la cité scolaire. Un sujet que Laure Guellard juge essentiel. « *L'école est en proximité, ce qui n'est pas forcément vrai pour les ESMS.* »

« *Est-ce que les structures spécialisées ne devraient pas être incluses au sein de l'école ?* » questionne Fabrice Bousquet.

Il mentionne l'ambition de la conférence nationale du handicap de 2023 qu'un IME\*\* soit installé dans un établissement scolaire à titre expérimental dans chaque département d'ici 2027.

### UNE ÉTAPE

« *L'école inclusive n'est pas une fin en soi. Pour nous, c'est une révolution de se dire que c'est un enfant avec un parcours plus global et non seulement un élève* », exprime Laure Guellard. Des parcours qui se bâtissent à l'école, en ESMS, dans des unités d'enseignement... Fabrice Bousquet insiste sur l'importance de donner à chacun la possibilité d'exercer ses droits pleins et entiers et d'être « *soutenu, étayé, accompagné par des professionnels en capacité de construire avec les personnes des parcours inclusifs.* » Mieux prendre en compte les attentes, les besoins, les projets, c'est aussi s'autoriser des allers-retours entre le droit commun et spécialisé. « *Nous travaillons déjà sur des dispositifs ITEP\*\*\* avec une notification généraliste. Nous allons bientôt travailler sur les dispositifs IME* », précise Marylène Thévenet. ■

\* Équipes mobiles d'appui à la scolarisation

\*\* Institut médico-éducatif

\*\*\* Instituts thérapeutiques éducatifs et pédagogiques

|                 |                                    |
|-----------------|------------------------------------|
| ANIMATION       | XAVIER JACQUET, CHRISTOPHE MILAZZO |
| SYNTHÈSE        | CHRISTOPHE MILAZZO                 |
| RÉALISATION RCF | MAUREEN MATRINGHEN                 |
| PHOTOS          | GUILLAUME CATHALA                  |

## Des progrès suffisants ?

« *On peut mesurer un écart entre les notifications et la réalité du terrain* », regrette Marylène Thévenet. Logiquement, la question des moyens se pose. Si les moyens humains et financiers à disposition de l'école inclusive sont importants, la sensation d'un « retard » persiste. Le manque de formation constitue un autre sujet épineux, contribuant à « *une non-réponse voire une forme de malveillance* » pour Fabrice Bousquet. Selon Laure Guellard, les plans de formation existent, mais ne sont pas assez lisibles et accessibles. Elle reconnaît aussi le manque de place accordée à l'école inclusive dans la formation initiale.

### Des places qui manquent

« *Une centaine d'enfants sont maintenus en IME par manque de places sur les établissements adultes. Or, des élèves qui devraient entrer en IME sont accueillis en classe ordinaire avec parfois de grandes difficultés* », relève Marylène Thévenet. Marie-France Costagliola la rejoint, évoquant la centaine d'enfants sur liste d'attente pour une structure de l'Adapei.

Les manques de solutions se font sentir chez les tout-petits, malgré l'accent sur les actions précoces. Ils concernent aussi les plus âgés, contraints d'intégrer un IME sur le tard, après un parcours en milieu ordinaire. « *C'est dramatique* », estime la présidente de l'Adapei. « *Il y a une passerelle à trouver pour eux.* »

« *Comment leur proposer quelque chose qui ne soit pas vécu comme une rupture dans une scolarité normale qui peut rejaillir négativement sur le parcours de vie ?* » Fabrice Bousquet évoque la violence de cette réinstitutionnalisation. « *Les parents veulent que leur enfant soit autonome, qu'il ait accès au travail. Ce n'est pas une finalité d'être en entreprise ordinaire ou en ESAT : c'est en fonction des projets. Nous avons besoin d'agilité.* »

Cette table ronde sera disponible en podcast le 07/03/2025 sur [www.interaction01.info](http://www.interaction01.info)

# FOCUS Don du sang : le pouvoir de sauver des vies

Si on vous disait qu'en donnant une heure de votre temps, vous pourriez sauver trois vies ?

Chaque année, les Français qui donnent leur sang sauvent collectivement un million de personnes. Cela nécessite 10 000 dons par jour, dont certains ne se conserveront que quelques jours. Avec le temps, la collecte s'est rodée en 4 étapes simples pour faciliter et fluidifier le parcours du sang, de vos veines à celles des receveurs. Devenez vous aussi un héros de l'ombre !

## Démarche éthique

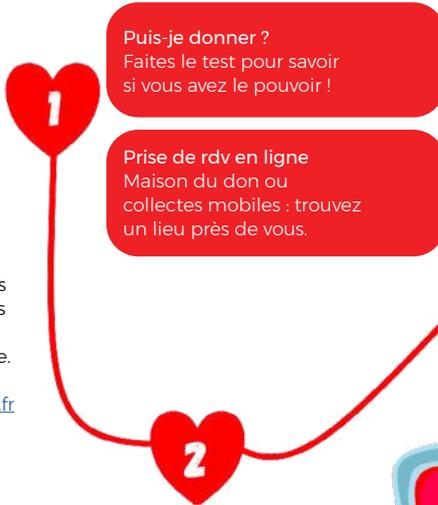
Avez-vous un profil de donneur ?

- Être âgé de 18 à 70 ans (65 ans pour les dons de plasma ou plaquettes)
- Être en bonne santé
- Peser plus de 50 kg (55 kg pour les dons de plasma ou plaquettes)

### Contre-indications

Vaccins, anémie, infections, fièvres, tatouages, piercing, grossesse ou accouchement récent, interventions dentaires ou chirurgicales, voyages dans des zones à risque... Quelques situations ne vous permettront pas de donner votre sang, souvent de façon temporaire.

Plus de détails sur [dondesang.efs.sante.fr](http://dondesang.efs.sante.fr)



## Accueil et entretien en confiance

- Se présenter avec une pièce d'identité
- Avoir mangé et bu avant de se rendre au centre de prélèvement

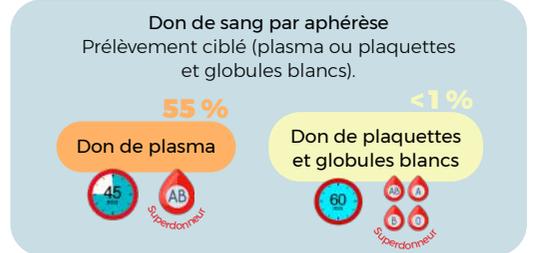
L'équipe vous accueille, vous aide à remplir un questionnaire et les formalités administratives. Puis, vous êtes reçu par un médecin ou un infirmier en entretien préalable en toute confidentialité. Cette étape est indispensable, même si vous avez déjà répondu au test d'auto-évaluation en ligne !

## Don solidaire

100%

### Don de sang complet

Tous les composants sont prélevés (globules rouges, plasma, plaquettes et globules blancs) ; puis ils seront séparés pour donner seulement ce dont les patients ont besoin. Vous serez prélevé entre 420 et 480 ml de sang (en fonction de votre poids).



Une expérience humaine et solidaire à vivre et revivre, jusqu'à **4 fois par an** pour les femmes, **6 fois par an** pour les hommes ! Si vous donnez régulièrement, n'oubliez pas de maintenir une alimentation riche en fer.

**2 500** dons à la Maison du don de Bourg-en-Bresse

**16 000** dons en collectes mobiles dans l'Ain

Maison du don, hôpital Fleyriat

- > 900 route de Paris, 01440 Viriat (derrière le Pôle Mère-Enfant)
- > Parking voiture gratuit et parking vélo
- > Bus n°5 (arrêt Hôpital Fleyriat)
- > 04 78 65 63 63
- > [aura.dondesang-ain@efs.sante.fr](mailto:aura.dondesang-ain@efs.sante.fr)

Site Internet



Service public expert en biologie médicale et en greffe qui fournit aux établissements de santé les produits sanguins dont ils ont besoin pour soigner leurs patients.

0 800 109 900  
[dondesang.efs.sante.fr](http://dondesang.efs.sante.fr)

### Ain Domicile Services

- Au-delà de ses assemblées générales, Ain Domicile Services va à la rencontre de ses bénéficiaires, ses partenaires et ses salariés, comme à Belley fin novembre. Objectif : échanger sur les besoins et les accompagnements proposés, pour construire ensemble des solutions adaptées à chaque secteur.
- L'association organise des ateliers sur le numérique, ouverts à toute personne de plus de 60 ans, animés par des jeunes volontaires d'Unis-Cité. Rendez-vous en mars-avril en Haute-Bresse Saône, avril-mai à Oyonnax, mai-juin en Bresse Val de Saône et Côtière, juin-juillet en Saône Vallée.
- Mi-janvier, Ain Domicile Services a organisé une réunion de sensibilisation sur les risques professionnels. Animé par une conseillère prévention et une infirmière du Service de santé au travail de l'Ain, ce temps d'échange a permis d'aborder les risques rencontrés par les responsables de secteur, les fonctions support et les intervenants à domicile.
- Visiter l'Égypte, se balader à Londres, nager avec les dauphins, faire une course de traîneau, se retrouver au milieu de la savane, voler en montgolfière... Fin 2024, des salariés et des bénéficiaires d'Ain Domicile Services ont testé l'expérience du casque à réalité virtuelle. Et elle a été concluante. L'association, qui souhaite en acquérir plusieurs, veut déployer cet outil comme un nouveau service à domicile ou lors d'ateliers collectifs. Les personnels bénéficieront d'une formation technique du casque et de ses applications et d'une formation thérapeutique sur l'approche des séances.



S'évader grâce à la réalité virtuelle.

## Au P'tit marché de la Dombes

# Bien manger pour tous

**A**u p'tit marché de la Dombes, épicerie sociale itinérante mise en place par l'équipe de la Dombes de la délégation de l'Ain du Secours catholique, on trouve des produits frais de qualité, essentiellement locaux, à des tarifs solidaires et destinés à déjà une dizaine de familles bénéficiaires. « L'alimentation est un sujet transversal sur un territoire, pour mieux se connaître et agir ensemble », expliquent les bénévoles qui souhaitent à la fois soutenir les producteurs et encourager le plus grand

nombre à mieux se nourrir. « Pour lutter contre la malbouffe et le recours aux aliments ultra-transformés, nous voulons montrer que cuisiner peut être simple et rapide, en proposant des ateliers et animations autour du camion. » L'épicerie, qui s'installe pour le moment les jeudis à Chalamont et à Villars-les-Dombes, regroupe dix bénévoles très motivés pour aller vers tous les habitants et faire naître sur le territoire, autour de la question centrale de l'alimentation, rencontres et relations fraternelles. ■



L'épicerie sociale itinérante est présente chaque semaine à Chalamont et à Villars-les-Dombes.

## Handicap

# Via Trajectoire

**S**ervice public gratuit et sécurisé, [ViaTrajectoire.fr](http://ViaTrajectoire.fr) permet aux personnes handicapées de suivre les décisions d'orientation émises par la MDPH\* et trouver les établissements et services adaptés à leurs besoins. Ouvert aux Aindinois depuis décembre 2024, le Dossier unique d'admission leur permet de remplir leur dossier de candidature auprès des établissements et services médico-sociaux (ESMS) en ligne depuis l'espace usagers. Simplifiant ainsi le remplissage, il vise à remplacer les dossiers de demande existants. Via Trajectoire, c'est aussi un annuaire des ESMS, un suivi des démarches et une information en temps réel des réponses apportées. Pour se connecter la première fois,

cliquer sur Personnes en situation de handicap. Depuis l'encadré Accéder à votre dossier, choisir la MDPH référente, renseigner le numéro figurant sur votre décision d'orientation transmise par la MDPH, saisir le mot de passe initial (date de naissance, première lettre du nom en majuscule, première lettre du prénom en minuscule), puis personnaliser votre espace, changer le mot de passe, valider la charte des utilisateurs et renseigner votre adresse mail. L'ouverture du service aux autres départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes est prévue en 2025. ■

\* Maison départementale des personnes handicapées



# mon parcours à moi

## De la plasturgie à l'artisanat partagé

**Xavier Ravot a toujours eu à cœur le lien humain, l'associatif, la rencontre, le partage. En rupture avec le monde du marketing, il s'est engagé pleinement dans l'économie sociale et solidaire.**



### ITINÉRAIRE



**Les années 2000**  
Première orientation

Pur bugiste, Xavier Ravot étudie au lycée Arbez-Carme, poursuit par un BTS et un master marketing vente en milieu industriel, avec l'idée de travailler à l'étranger. « *Mais à la fin de mon alternance, en 2009, j'ai eu l'opportunité d'un poste de chef de projet dans la plasturgie* » explique-t-il.



**2009-2019**  
La décennie plasturgie

En 2012, même domaine, autre poste, alliant commercial et technique, où il devient rapidement responsable grands comptes puis responsable commercial. 2019, un changement d'organisation interne le mène à la rupture et au burn-out.



**2020-2021**  
Une nouvelle dynamique

Au sortir de l'année Covid, il est temps de « *se relancer* » et prendre une nouvelle voie. Pourquoi pas l'artisanat ? « *Ce que j'aimais dans la plasturgie, c'est la création.* » Il aime aussi créer du lien. À la radio, il entend parler des ateliers partagés, creuse l'idée, multiplie les rencontres et réunit un collectif autour du projet d'en monter un dans l'Ain. « *Je découvrais le monde de l'économie sociale et solidaire.* »



**2022 et au-delà**  
Naissance et essor de l'Atelien

Formation « Je crée dans ma région », accélérateur de projets Ainpuls, accompagnement par l'incubateur d'entreprises sociales Ronalpia, signature d'un CAPE\* avec Ess'Ain : il actionne tous les leviers.

Mai 2022, naît l'association L'Atelien, atelier partagé autour des savoir-faire artisanaux, ouvert aux particuliers et aux professionnels. Trouver des locaux sera chose faite à l'Afpa. Soutien de la Place de l'émergence, du label Manufacture de proximité et du budget participatif de la ville de Bourg-en-Bresse permettent d'acquérir les premières machines. Depuis, le lieu a le vent en poupe.



**Un sens profond de l'engagement**

Créer, partager, s'engager pleinement ont toujours animé Xavier Ravot. Ado, il a été délégué de classe, encadrant de judo, trésorier du bureau des étudiants, du club des jeunes de son village. Adulte, il participe activement et bénévolement à la vie d'un club d'escalade, à la cogestion d'Ess'Ain, à la naissance du premier club CIGALES\*\* de l'Ain. Parent, il est aussi accueillant bénévole d'un jeune avec l'association Les Enfants de Bohème.

\* contrat d'appui au projet d'entreprise

\*\* Club d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire

## Grand Bourg Habitat

# À l'horizon 2025

En 2024, Grand Bourg Habitat a livré ou rénové 160 logements, à Bourg-en-Bresse, Saint-Just et Bresse Vallons. 2025 affiche un rythme d'éco-réhabilitations soutenu : fin de travaux prévue pour 165 logements (et 189 en 2026) et lancement de trois chantiers pour 331 logements. Côté construction, se poursuit le programme En Rama à Viriat (32 logements, petits individuels et pavillons) et celui des Vennes à Bourg-en-Bresse,

qui s'inscrit dans la vaste reconstitution de ce quartier menée par Grand Bourg Habitat et la Ville\*. Le 17 janvier, rendez-vous était donné aux habitants pour la pose de la première pierre rue Buffon et l'inauguration de la maison du projet. Baptisée Café des Vennes, celle-ci offrira un lieu de permanence, d'information et de rencontre tout au long des travaux. ■

\* Voir Interaction n° 121, p. 34-35



Pose de la première pierre rue Buffon aux Vennes à Bourg-en-Bresse.

## Dynacité

# À la une du neuf

Mi-novembre, Dynacité a mis en service un nouvel ensemble de 43 logements à Sathonay-Camp (Rhône). Fruit d'un partenariat avec l'association Amélie la vie, le rez-de-chaussée accueille Les Colibris, un habitat inclusif pour personnes cérébrolésées. Elles intègrent progressivement leur nouveau logement. Pour certaines, il s'agit de leur tout premier logement « rien que pour elles ». Un grand pas vers l'autonomie ! Le projet a particulièrement

mobilisé le service construction pour adapter les logements au handicap.

De nouveaux logements réalisés par Dynacité ont accueilli leurs premiers locataires, en janvier à Fillinges (Haute-Savoie), en février dans l'Ain à Cessy (19 logements locatifs) et Chaleins (45 logements en PSLA\*) et dans le Rhône à Rillieux-la-Pape. ■

\* Prêt social location accession



Les Colibris, à Sathonay-Camp.

## En bref

### 14 % de familles monoparentales dans l'Ain

L'ADIL 01 a publié une étude sur les familles monoparentales de l'Ain, disponible sur son site Internet. En 2023, l'Ain comptait 26 244 familles monoparentales, soit 13,9 % des ménages. Leur nombre augmente de + 3,2 % par an, contre + 0,25 % pour les couples avec enfants. Elles sont majoritairement féminines (71 %), plus présentes en zones urbaines et petites villes, avec des revenus plus faibles.

La demande d'hébergement d'urgence (au 115) a augmenté de + 25 % en 2022 et + 35 % en 2023. Près de 36 000 enfants (soit un sur cinq) vivent dans ces familles.

#### Étude complète :

[www.adil01.org/etude-thematique-sur-les-familles-monoparentales/](http://www.adil01.org/etude-thematique-sur-les-familles-monoparentales/)

### Villes aidantes Alzheimer

Après Meximieux en 2023, Bourg-en-Bresse est la deuxième ville de l'Ain à signer avec France Alzheimer 01 la charte Ville aidante Alzheimer.

Par ailleurs, l'association a développé de nouveaux ateliers de mobilisation cognitive animés par une psychologue, pour les aidés en début de maladie, à Bourg, Belley et Nantua, et des ateliers mensuels de convivialité, à Bourg et Meximieux, invitant les duos aidant/aidé à se ressourcer, se détendre, se socialiser, avec jeux, parcours sensoriels...

[www.francealzheimer.org/ain/](http://www.francealzheimer.org/ain/)



Atelier de convivialité.

# inter action

122

LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN  
MARS 2025 21

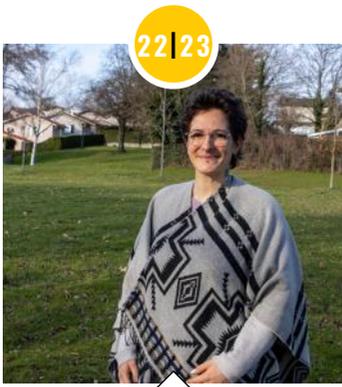


**DYNACITÉ**

## Priorité à la vie de quartier

CAHIER  
**PARTENAIRES**

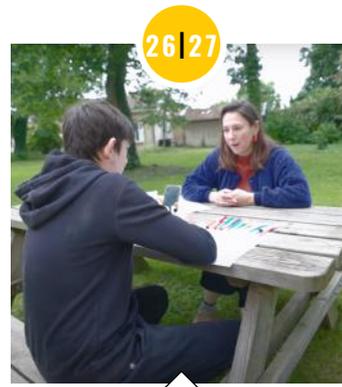
SOMMAIRE  
**CAHIER PARTENAIRES**



**Adapa**  
INNOVATION ET RESSOURCES  
HUMAINES



**Orsac**  
DANS LA FOULÉE DES ORSACI/ADES



**Département de l'Ain**  
PROTECTION DE L'ENFANCE



**Adapei de l'Ain**  
INSERTION PROFESSIONNELLE



**Reportage**  
CHIENS GUIDES D'AVEUGLES



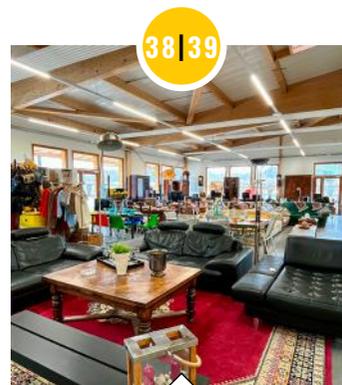
**Ain Domicile Services**  
ÉQUIPE DÉDIÉE À LA PRÉVENTION



**Dynacité**  
PRIORITÉ À LA VIE DE QUARTIER



**MSA**  
ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES



**Alfa3a**  
DISPOSITIFS POUR L'EMPLOI

# Ni putes ni soumises Pays de Gex

## Au côté des victimes

**Depuis vingt ans, Ni putes ni soumises Pays de Gex se mobilise pour parler des violences conjugales, accompagner les victimes et sensibiliser le plus grand nombre.**

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

Il y a eu une prise de conscience des violences au quotidien et une augmentation du nombre de plaintes. Mais est-ce parce qu'il y en a plus ou parce qu'on en parle plus ?

C'est en 2004, un an après la création de l'association nationale éponyme, que Ni putes ni soumises voit le jour dans le Pays de Gex, sous l'impulsion d'une juriste. L'association indépendante revendique depuis toujours son autonomie et une approche mêlant valeurs et professionnalisme, sans verser dans un féminisme militant. « *On s'interroge régulièrement sur notre nom* », rappelle sa directrice. « *Est-ce un frein qui empêche des personnes de nous contacter ou un atout, car il est bien identifié ?* »

### À L'ÉCOUTE

Une étape importante survient en 2012 avec l'octroi du label « accueil de jour » par la préfecture. Des financements annuels permettent à l'association d'employer aujourd'hui trois salariées : une pour l'accompagnement psychologique et deux pour le volet juridique, social, la prévention et les liens partenariaux. Ni putes ni soumises s'appuie sur des relations solides avec les acteurs du territoire qui facilitent l'orientation et les conseils.

Les permanences juridiques et sociales, organisées dans six communes, laissent une large place à l'écoute. « *Les victimes trouvent un espace pour se confier, sans peur du jugement* », explique Andreia Lima. « *Notre rôle est de lancer les démarches, d'aider à lever les freins et de nous appuyer sur les professionnels autour de nous.* » L'accompagnement psychologique approfondit l'identification des violences, la recherche de stratégies pour limiter le passage à l'acte...

Les profils des victimes sont variés, aucun milieu ne semblant épargné, sur ce territoire aux multiples spécificités : multiculturalisme, niveau des loyers...

### MIEUX VAUT PRÉVENIR

Metoo et la reconnaissance des violences intrafamiliales comme grande cause nationale ont contribué à faire bouger les lignes. Pour accélérer la sensibilisation, l'association assure des formations pour les professionnels gessiens du social, des

Les interventions dans le milieu scolaire, comme ici avec des 4<sup>e</sup>, se font autour de thématiques adaptées à l'âge des enfants et travaillées avec les établissements.



forces de l'ordre ou de la santé pour mieux repérer les violences. Elle a aussi organisé en 2024, avec l'Avema et le Département, une session d'approfondissement autour des enfants co-victimes.

Pour toucher les plus jeunes et poser des jalons, Ni putes ni soumises intervient dans les écoles et collèges. L'association propose également des groupes de parole mensuels ainsi que des ateliers variés (yoga, peinture intuitive, coaching) pour créer du lien social. ■

Tél. 07 68 80 87 13

[contact@npns01.fr](mailto:contact@npns01.fr)

[www.niputesnisoumises-paysdegex.fr](http://www.niputesnisoumises-paysdegex.fr)



« Il y a un grand travail des assistantes sociales, des gendarmes pour aider à identifier ces violences. Quand les femmes arrivent ici, elles ont franchi un cap. Elles sont prêtes à imaginer qu'il y a des violences. Ensuite, nous sommes formés pour laisser venir la parole, mettre à l'aise. »



**ANDREIA LIMA**

CONSEILLÈRE SOCIOJURIDIQUE ET DIRECTRICE DE  
NI PUTES NI SOUMISES PAYS DE GEX



**adapa**  
AIDER & ACCOMPAGNER  
À DOMICILE



RECRUTEMENT

## Repères

- 24 antennes de proximité sur le département.
- 1 088 salariés sur l'année 2024, soit 586 équivalents temps plein.
- 602 712 heures sur l'année 2024 d'aide à domicile auprès de 4 467 bénéficiaires en mode prestataire financées par :
  - > Conseil départemental 01, PCH (10 %) ;
  - > Aide sociale (1 %) ;
  - > APA (66 %) ;
  - > CARSAT (7 %) ;
  - > Caisses de retraite - autres (4 %) ;
  - > Mutuelles (1 %) ;
  - > Titre payant - taux plein (11 %).

### Adapa

4 rue Tony Ferret  
01000 Bourg-en-Bresse

Tél. 04 74 45 51 70  
[www.adapa01.fr](http://www.adapa01.fr)



Être capable de solidarité et d'agilité

## INNOVATION ET RESSOURCES HUMAINES

La mise en place de renforts sur le Pays de Gex s'inscrit aussi dans une démarche pour accroître le sentiment d'appartenance à l'Adapa de ses salariés.



# Bien plus qu'un coup de pouce

Confrontée à des tensions de recrutement sur le Pays de Gex pénalisant la qualité des interventions, l'Adapa a choisi une solution innovante et inédite : faire appel à l'esprit d'équipe de salariés d'autres secteurs pour venir temporairement en renfort.

PAR **CHRISTOPHE MILAZZO**

Dans le domicile, les difficultés de recrutement et de fidélisation des salariés sont une bien malheureuse constante, exacerbée dans le territoire frontalier du Pays de Gex. Début octobre, la situation y devient très compliquée en raison du nombre réduit d'aides à domiciles disponibles. L'Adapa lance alors dès novembre un appel aux salariés volontaires pour prêter main-forte aux équipes gessiennes. « *Nous avons eu des réponses, dont beaucoup ont été positives* », se réjouit Jean-Paul Peulet, président de l'Adapa depuis l'automne. Rapidement, les financeurs (Département et CARSAT) soutiennent l'initiative, malgré le surcoût induit par les frais de déplacement supplémentaires. « *Nous n'avons pas pensé cette action comme une recherche de financements, mais une recherche de solutions. Nos financeurs ont mesuré qu'il fallait nous accompagner dans cette nouvelle façon de penser*. » Les élus locaux accueillent aussi très favorablement cette réponse originale à des difficultés récurrentes.

### DES CONDITIONS DE TRAVAIL AMÉLIORÉES

« *Il faut sortir des réflexes habituels de réponses aux tensions, sortir du cadre, être capable de solidarité et d'une agilité nouvelle pour le secteur* », plaide Nordine Boudjelida, nouveau directeur général de l'Adapa. « *Nous devons tous chercher des solutions, car les besoins d'accompagnement ne vont pas baisser à l'avenir*. » L'initiative gessienne incarne les valeurs d'innovation et de solidarité portées par l'Adapa. Elle participe d'une volonté d'ouvrir les portes, de décloisonner et de renforcer l'attachement à l'association dans son ensemble pour des salariés travaillant seuls la plupart du temps.

Cette mobilisation, véritable bouffée d'oxygène, est pour l'Adapa un moyen de contribuer à la qualité du travail en préservant la qualité de la relation entre salariés et bénéficiaires. « *Si on n'offre pas des conditions de travail de qualité, on ne peut pas attirer ou fidéliser*. » Alors que la situation s'est stabilisée à Gex entre janvier et février, l'Adapa ne s'interdit pas de répéter l'expérience sur d'autres secteurs. « *C'est une graine pour une nouvelle façon de concevoir le travail à l'avenir*. » ■

## TÉMOIGNAGE

# « Quand je suis revenue, j'avais envie d'en faire plus »

Yolaine Rittaud fait partie des volontaires parties donner un coup de main dans le Pays de Gex. Une évidence pour cette aide à domicile convaincue de l'importance de la solidarité et de l'esprit d'équipe.

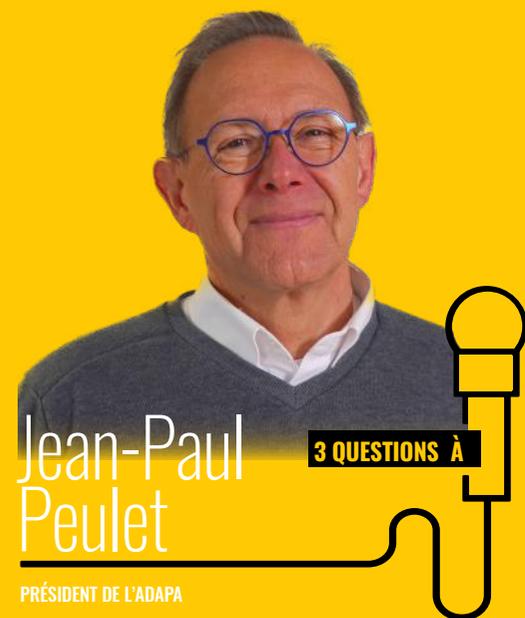
Yolaine Rittaud venait à peine de signer son CDD à l'Adapa en octobre quand elle a reçu l'appel à l'aide sur son téléphone. « J'ai une vie de famille, mais partir deux jours par semaine ne me gênait pas. C'est un engagement, mais pour moi, il faut avoir cet esprit d'équipe, savoir s'entraider. C'est ma philosophie. L'accompagnement, c'est pour les bénéficiaires, mais aussi entre collègues. » Pour l'aide à domicile burgienne, cette expérience était une chance de découvrir de nouveaux horizons et collègues au sein de l'association qu'elle venait de rejoindre. « L'Adapa, c'est très grand. On ne se connaît pas tous, mais on est une équipe. Ça me semblait normal de donner un coup de main. »

Yolaine Rittaud est rapidement rassurée sur les modalités. Une voiture de service est mise à sa disposition, les repas et séjours à l'hôtel sont payés. Elle choisit d'intervenir les lundis et mardis, se répartissant le travail avec d'autres volontaires. « Étant en CDD, je n'avais pas de planning fixe et je faisais beaucoup de remplacements donc ce n'était pas gênant pour moi. J'avais les fiches missions des bénéficiaires pour savoir quoi faire et le numéro des collègues de Gex en cas de souci. »

## UNE EXPÉRIENCE RÉUSSIE

Ses interventions ont lieu les premières semaines de décembre, puis début janvier, étant de retour sur Bourg-en-Bresse pendant les fêtes où les besoins sont importants. « C'était un plaisir d'aller sur Gex. J'ai été en lien avec la responsable du secteur et j'ai rencontré trois collègues du secteur avec qui j'ai pas mal discuté. Les équipes étaient fatiguées et nous ont remerciées d'être venues. » Les bénéficiaires, dont certains craignaient que leurs accompagnements cessent, aussi ont été reconnaissants. « Ils se rendent bien compte du problème de recrutement. »

La meilleure preuve que Yolaine Rittaud a apprécié cette expérience est la signature de son CDI en février. Elle se déclare même prête à recommencer en cas de besoin. Que pourrait-elle dire à ceux qui hésiteraient à tenter ce type d'aventure ? « C'est une super expérience. On rencontre d'autres collègues, d'autres bénéficiaires, on entend d'autres histoires. Ça change, ça casse la routine du monde du travail. Quand je suis revenue, j'avais envie d'en faire plus. Je me suis dit qu'il fallait qu'on trouve d'autres idées ! » ■



Jean-Paul Peulet

3 QUESTIONS À

PRÉSIDENT DE L'ADAPA

## Pourquoi avoir choisi cette solution ?

On regarde depuis un moment les statistiques d'activités et petit à petit, on entre sur les territoires et les singularités. Les tensions sur l'emploi ne sont pas les mêmes partout et les deux principales difficultés pour le recrutement sont le Pays de Gex et la Côtière. Le 1<sup>er</sup> octobre, quand je suis devenu président, on m'a alerté sur la situation compliquée à Gex, avec un nombre d'aides à domicile disponibles particulièrement réduit. La question était de savoir si l'on abandonnait le territoire ou si l'on trouvait une solution. Pour moi, c'était clair : on a vocation à être présent sur l'ensemble du département. Il fallait trouver des solutions, innover, faire un pas de côté, transposer dans un secteur qui n'en a pas l'habitude des choses existant ailleurs.

## Ce type de solution pourrait-il faire école ?

Ce qu'on a construit pour le Pays de Gex était une expérimentation pour remettre notre capacité d'intervention sur ce territoire en bonne forme. Ça a redonné de l'énergie à nos équipes. Mais le renfort, ce n'est pas seulement donner des heures d'intervention. C'est aussi un signal de considération pour celles sur place qui auraient pu avoir l'impression qu'on ne les voyait plus.

## Comment cet exemple peut-il agir sur le problème du recrutement ?

Au travail, il y a la reconnaissance financière et sociale (comment s'accomplir, trouver des satisfactions...). C'est en adaptant l'organisation qu'on montre aux aides à domicile que ce qu'elles font est important. L'enjeu pour nous est de tirer en avant cette activité pour épouser les enjeux démographiques et sociétaux d'une prise en charge de qualité des bénéficiaires en perte d'autonomie en raison de leur âge ou d'un handicap.



Yolaine Rittaud était cuisinière en Ehpad quand une recherche de reconversion professionnelle l'a conduite vers l'Adapa. Si elle n'avait jamais œuvré dans le domicile, elle a toujours été animée par la fibre de l'accompagnement.

## Plan départemental de l'habitat

# Ambitieux objectif

**C**onstruire et rénover : le Plan départemental de l'habitat (PDH) 2025-2030 apporte un soutien actif aux deux, avec un montant d'aides doublé par rapport au Plan précédent.

Signé le 17 janvier par Chantal Mauchet, préfète de l'Ain, et Jean Deguerry, président du Département, il vise à impulser la construction de 9 000 logements sociaux neufs en 6 ans, soit 1 500 par an, et accompagner la rénovation énergétique des parcs public et privé.

Pour ce faire, l'État apporte un soutien

de 142 M€ (112 M€ pour la rénovation via l'ANAH, 30 M€ pour la construction), auquel s'ajoutent les aides du Département pour 42,6 M€ (33 M€ pour le parc public, 9,6 M€ pour le parc privé).

« *Malgré les difficultés budgétaires, c'est un choix qui s'impose vu la croissance démographique* » indique Jean Deguerry. Accompagner la rénovation énergétique a un enjeu fort : « *améliorer le confort, limiter les charges des locataires et les émissions de gaz à effet de serre* », souligne Chantal Mauchet. ■

Exemple de logements sociaux neufs : L'Aurore à Chaleins.



## Partenariat gagnant-gagnant

# entre Alfa3a et l'E2C

**L'**École de la 2<sup>e</sup> Chance (E2C) et deux résidences Alfa3a ont retroussé leurs manches à Lyon pour répondre mutuellement à deux enjeux : pour Alfa3a, réduire les délais d'intervention pour mener ses travaux de rénovation ; pour l'E2C, offrir des expériences professionnelles enrichissantes et des opportunités de stages formatifs aux jeunes.

Après un premier chantier réussi à la résidence étudiante Georges Champetier, où deux jeunes ont renové un studio de 20 m<sup>2</sup>, un second chantier a eu lieu à la résidence sociale Pierre Cormorèche. Ces initiatives renforcent l'insertion professionnelle des jeunes tout en améliorant la qualité de vie des résidents. L'expérimentation fut positive puisque l'un des stagiaires a décidé de poursuivre une formation de plaquiste/peintre, rendant cette

expérience décisive pour son orientation. Les professionnels Alfa3a ont hâte de poursuivre avec d'autres projets de rénovation : « *Avec l'École de la 2<sup>e</sup> Chance, nous bâtissons non seulement des logements rénovés, mais aussi l'avenir de jeunes en quête de perspectives.* » ■



Grâce à ces chantiers, les jeunes stagiaires développent des compétences techniques et leur savoir-être professionnel.

## En bref

### Les métiers du soin sur les ondes

La plateforme aindinoise des métiers de l'accompagnement social et médico-social a engagé un partenariat avec Radio B pour faire découvrir ces métiers. De septembre 2024 à juin 2025, une chronique mensuelle de 5 minutes réalisée par la plateforme met à l'honneur une profession, avec des témoignages : accompagnant éducatif et social, éducateur de jeunes enfants, aide-soignant, auxiliaire de vie à domicile, responsable de vie sociale en Ehpad... L'émission « Prendre soin, des métiers qui résonnent dans l'Ain » est diffusée le 3<sup>e</sup> vendredi du mois à 7 h 55, 8 h 55, 12 h 55, rediffusée le samedi entre 10 h 30 et 11 h, et est aussi accessible en podcast.



Des professionnels se prêtent au jeu de l'interview.

### Solidaire terroir Ain Terre Actions

Solidarité, alimentation saine et locale, liens humains, développement durable guident l'action de la jeune association Ain Terre Actions, créée par Maëlle Manigand et Nelly Richard. Afin d'encourager le bien manger et le lien social, elles ont organisé un premier événement festif et culturel, en décembre, à l'épicerie de Saint-Cyr-sur-Menthon, avec présence d'auteurs pour la jeunesse, ateliers ludiques pour les enfants, crêpes...

Des producteurs locaux et l'association Cantonaide ont rejoint l'idée. Le prochain événement est prévu le 28 juin, à la brasserie artisanale de Bâgé-Dommartin. D'autres devraient suivre, dans des fermes.

Tél. 06 78 84 98 41

[ainterreactions@gmail.com](mailto:ainterreactions@gmail.com)



Lectures pour enfants et crêpes étaient au programme du premier événement.



ORSAC



SPORT

Les Orsac'iates 2024 en chiffres

- 1 slogan : la victoire, c'est d'être ensemble.
- 9 journées d'épreuves, de janvier à décembre 2024 sur différents sites.
- 7 équipes à chaque journée d'épreuves sportives, composées de personnes accompagnées et de professionnels.
- 800 participants.
- 300 médailles distribuées aux athlètes participants.
- 14 podiums avec un podium final :
  - > 1<sup>er</sup> : le complexe médico-social de l'Ain.
  - > 2<sup>e</sup> : le Centre psychothérapique de l'Ain.
  - > 3<sup>e</sup> : l'ESAT de la Freta.
- 18 établissements participants dans l'Ain sur les 89 que compte l'ORSAC (Ain, Rhône, Isère, Drôme, Alpes-Maritimes).
- Des trophées réalisés par un jeune travailleur ébéniste de l'ESAT La Freta d'Hauteville.

**ORSAC**

18 rue Bichat  
69002 Lyon

04 72 56 73 00  
[www.orsac.fr](http://www.orsac.fr)

DANS LA FOULÉE DES ORSAC'IADES

# Garder l'élan collectif

En 2024, les Orsac'iates ont créé une dynamique au sein des structures de l'ORSAC, autour de la thématique du sport et de la santé... Et beaucoup d'attentes pour la suite. Avec l'arrivée d'une chargée de mission action associative, l'ORSAC souhaite poursuivre cet élan collectif qui promet le pouvoir d'agir de chacun.

PAR GAËLLE LANIER

Les Orsac'iates avaient choisi comme slogan : « La victoire, c'est d'être ensemble ». Force est de constater qu'aujourd'hui, au-delà des 300 médailles distribuées, tout le monde a gagné. L'association qui souhaitait promouvoir le pouvoir d'agir de chaque acteur de l'ORSAC a réussi à fédérer les énergies. Surfant sur l'actualité des Jeux olympiques et paralympiques, des épreuves sportives itinérantes se sont déroulées tout au long de l'année 2024, emmenant avec elles dix-huit établissements dans l'Ain et 800 participants, publics accompagnés et les professionnels des structures. « Avec les Orsac'iates, nous avons rempli l'ensemble des objectifs de l'association et les retours sont très positifs », confirme Éloi Chardonnet, le responsable des projets à la direction générale de l'ORSAC. L'événement a provoqué une « bouffée d'air frais » au niveau de la gouvernance, des professionnels et des personnes accompagnées.

### DES ACTIONS INCLUSIVES ET PARTICIPATIVES

L'association a donc décidé de ne pas laisser retomber le souffle de l'enthousiasme général en renforçant son équipe. Mi-janvier, Marion Armand a été recrutée comme chargée de mission action associative. La jeune femme, qui a travaillé précédemment à Handicap

international, aura pour mission de continuer à faire vivre la dynamique collective et les projets inter-établissements, suivant la même méthodologie, inclusive et participative, qui a fait le succès des Orsac'iates. « Mes missions seront d'identifier les bonnes idées, de créer d'autres actions simples et concrètes avec les établissements et de garder ce pouvoir d'agir. »

L'association part donc d'une page blanche ou presque. Marion Armand va commencer par recueillir les avis des professionnels et des personnes accompagnées. Dans sa mallette de propositions, elle souhaiterait mettre en place des actions autour du thème de la transition environnementale et créer des ateliers inter-établissements. L'idée serait aussi de toucher tous les territoires, l'ORSAC comptant 89 établissements, répartis dans cinq départements. Quant aux Orsac'iates, elles pourraient revenir en 2026, année des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver. ■



**Marion Armand**

Chargée de mission action associative  
« Mon objectif est de conserver le pouvoir d'agir au cœur de la méthodologie de l'action associative. »



La cérémonie de clôture des Orsac'iates et la remise des trophées ont été organisées au CPA en décembre 2024, après un dernier tournoi de Foobaskill.



**AIN**<sup>01</sup>  
Le Département



AIDE SOCIALE  
À L'ENFANCE

- 1 216 mineurs accueillis par l'ASE dans le cadre d'une mesure de placement.
- 55 % chez des assistants familiaux (familles d'accueil), 45 % en Maisons d'enfants à caractère social (MECS).
- 56 % des fratries sont séparées.
- 1 enfant sur 3 a changé deux fois d'école dans les 3 dernières années.
- 252 assistants familiaux.
- Budget du Département, issu de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance, consacré à la mise en œuvre des fiches-action : 250 000 €, répartis entre les assistants familiaux, les Directions des Territoires et les MECS.
- 50 parrainages, 8 accueils durables et bénévoles en cours accompagnés par l'association Enfants de Bohême.

**Département de l'Ain**  
Direction Générale Adjointe Solidarité  
13 avenue de la Victoire  
BP 50415  
01012 Bourg-en-Bresse Cedex

Tél. 3001  
Du lundi au vendredi,  
de 9 h à 12 h 30  
et de 13 h 30 à 17 h  
[www.ain.fr](http://www.ain.fr)



**Aude Kérivel**  
Directrice du LEPTI

## PROTECTION DE L'ENFANCE

Quand les jeunes se rencontrent et tissent des liens pour leur avenir.



# Restaurer le capital social

Développer les liens d'attachement et le capital social des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance (ASE) et lutter contre l'isolement des jeunes sortant de l'aide sociale. C'est tout l'objet de la démarche engagée depuis trois ans avec le Laboratoire d'évaluation des politiques publiques et des innovations (LEPTI).

PAR **PASCALINE TERELLI**

« **D**epuis 2000, explique le docteur en sociologie Aude Kérivel, *le constat a été fait d'une sur-représentation (plus d'un quart) des personnes sans domicile fixe parmi les anciens enfants placés.* » Plusieurs études retraçant rétrospectivement les parcours d'adultes ayant été confiés font état de leur isolement au moment de la fin de leur placement. A contrario, on a pu mettre en évidence la continuité des liens comme étant déterminante dans les parcours des jeunes qui s'en sortent. « *L'impact, poursuit la sociologue, de ce que Bourdieu nommait le capital social sur leur insertion sociale et professionnelle est donc un enjeu essentiel.* »

### DES LIENS DE PROTECTION ET DE RECONNAISSANCE

Le Département de l'Ain a confié une démarche de recherche-action au Laboratoire d'évaluation des politiques publiques et des innovations (LEPTI), que dirige Aude Kérivel. « *L'ambition de la démarche, qui a débuté en 2020, rappelle Hélène Gibot, chargée de mission Observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE) au sein de la Direction enfance famille de l'Ain, est que tous les enfants et jeunes confiés à l'Aide sociale à l'enfance aient la possibilité de développer et maintenir des liens d'attachement qui leur procurent protection et reconnaissance.* » Elle rappelle que l'interaction sociale combine les liens de filiation (la famille), les amis rencontrés

dans le cadre de loisirs ou à l'école et au travail et les liens de citoyenneté (accès au droit, institutions). Chaque enfant a besoin de grandir avec des liens affectifs solides et durables. Quelles que soient son histoire, son identité, encourager les solidarités de proximité, familiales et civiles, lui sera bénéfique.

### RECUEILLIR LA PAROLE DES INTÉRESSÉS

Les chercheurs du LEPTI ont d'abord effectué 135 entretiens individuels avec un échantillon d'enfants confiés à l'ASE ainsi qu'avec 105 professionnels qui accompagnent au quotidien les enfants (assistants familiaux, référents ASE, éducateurs MECS) et des membres de la famille. « *Cela a fait naître beaucoup d'idées de part et d'autre et le temps accordé a, en soi, été très apprécié* », souligne Hélène Gibot. Accompagnée par les professionnels, l'équipe a ensuite présenté un questionnaire auquel 300 enfants ont répondu doublé d'un sociogramme (c'est-à-dire un graphique illustrant les liens sociaux). « *On leur a demandé, précise Aude Kérivel, de citer les personnes importantes pour eux, celles qui comptent, et où les avaient-ils rencontrés* ». L'objectif étant de voir si l'enfant arrive à positionner des noms, la méthode permet de visualiser rapidement l'entourage dont il dispose et son degré d'isolement éventuel.

### DES FICHES-ACTION POUR AGIR SUR LE TERRAIN

De tout ce travail d'analyse est née une série de fiches-

# Parier sur la richesse de la rencontre

L'association Les Enfants de Bohême s'intéresse aux liens que peuvent tisser chaque jour un enfant et un adulte bienveillant. De ceux qui façonnent des empreintes et des souvenirs indélébiles.... Karène Ohana et Éva Landry, codirectrices, considèrent « l'environnement de l'enfant comme un terreau fertile », qu'il est bon « d'aller chercher "ailleurs" une parentalité plurielle, un écosystème favorable à son épanouissement tout en garantissant un accompagnement professionnel pour tous ceux qui s'engagent à ses côtés ».

Chacun peut soutenir le parcours d'enfants fragilisés dans une dynamique solidaire de proximité en partageant des temps de qualité avec eux. Implantée dans l'Ain depuis trois ans, l'équipe d'encadrants est pluridisciplinaire, avec une assistante sociale, une éducatrice spécialisée, une psychologue et une juriste. « Depuis 2022, nous proposons plusieurs moyens innovants d'agir\* tels que le parrainage de proximité et l'accueil durable et bénévole. » Engagement solidaire qui peut concerner tout enfant de 3 à 18 ans, le parrainage de proximité cherche à construire une relation affective privilégiée entre un enfant et un adulte ou une famille bénévole. Une source d'épanouissement pour chacun qui n'est pas limitée dans le temps et prend la forme de découvertes et temps partagés ponctuels. Un filleul peut être parrainé par quelqu'un de son entourage ou par un adulte rencontré par l'intermédiaire de l'association. L'accueillant durable et bénévole, lui, accueille un enfant à son domicile, de façon quotidienne et pérenne. Cet accueil est un véritable projet de vie pour l'enfant. Il s'adresse aux mineurs pour lesquels l'ASE est dépositaire de l'autorité parentale et pour lesquels aucun retour auprès de leurs parents n'est possible. Il peut s'agir de jeunes mineurs non accompagnés.

\* Actions s'inscrivant dans un mouvement national d'évolution des pratiques en Protection de l'enfant

<https://lesenfantsdeboheme.org/>  
Tél. 04 81 51 07 84



action, élaborées pour identifier toutes les situations d'amélioration possibles et faire en sorte de favoriser « des liens sociaux denses et multiples », nombreux et dans plusieurs groupes d'appartenance : famille, famille d'accueil ou lieu de placement actuels et anciens, école, lieux de loisirs, voisinage, vacances. En début d'enquête, 88 % des enfants interrogés n'avaient jamais invité de copains pour fêter leur anniversaire. Près d'un enfant sur deux ne participait à aucune activité extra-scolaire. À travers la mise en œuvre des fiches-action, grâce au budget alloué aux assistants familiaux, aux Directions de territoire et aux MECS, les professionnels offrent aux enfants les moyens de créer, développer ou maintenir des liens avec des personnes sur « qui ils comptent ou sur qui ils peuvent compter ». Des liens sociaux qui seront mobilisables (capital social) au moment de la fin de leur accueil, notamment.

À ce titre, le Département encourage le maintien des liens entre les enfants et les professionnels qui ont pu les accompagner et/ou les accueillir lors des périodes durant lesquelles ils ont été confiés à l'Aide sociale à l'enfance de l'Ain.

## UN BILAN OPTIMISTE À CONSOLIDER

L'action du LEPEPI se clôturera en septembre prochain. Plusieurs rencontres des groupes recherche-action et des groupes de travail en place depuis trois ans et de nouveaux questionnaires ont permis d'initier un bilan très positif de la démarche. Le projet a recueilli beaucoup d'écho dans d'autres territoires. La prise de conscience du bien-fondé de redonner du pouvoir d'agir aux professionnels et leur action volontariste ont commencé à payer. « Davantage d'enfants se rendent désormais à des colonies de vacances, fêtent leur anniversaire avec des copains extérieurs à leur foyer ou participent à des activités (grâce à une simplification des autorisations), des temps ont aussi été ouverts pour permettre aux fratries de se réunir en dehors du collectif », se réjouit la chercheuse, qui se dit « optimiste sur le retour de ces actions à moyen terme ». ■



« Les liens d'attachement "ne se décrètent pas". Notre objectif était d'accompagner les enfants et les adultes qui les entourent vers la création ou le maintien de liens. Les résultats sont positifs grâce à la motivation des professionnels à organiser des temps de rencontre des jeunes avec leurs amis, leurs frères et sœurs... Ils sont de plus en plus nombreux à participer à des activités extra-scolaires, à passer des moments simples, à avoir un quotidien le plus ordinaire possible ! Je suis convaincue que cette démarche embarquera tous les professionnels au bénéfice de tous les enfants confiés. »

**Martine Tabouret**

Vice-présidente déléguée à l'autonomie, à l'enfance et à la famille



Les sociogrammes de Théo et Gaya témoignent de la diversité des liens d'attachement et des groupes d'appartenance des enfants confiés.

Source : rapport LEPEPI 2024



HANDICAP

En 2024, le Duoday a représenté au niveau national

- 31 440 duos constitués à partir de 52 832 offres.
- 52 817 personnes en situation de handicap inscrites.
- 14 821 employeurs.
- 5 004 structures d'accompagnement impliquées.

**Adapei de l'Ain**

20 avenue des Granges Bardes  
Bourg-en-Bresse

04 74 23 47 11  
[siegesocial@adapei01.fr](mailto:siegesocial@adapei01.fr)

**INSERTION PROFESSIONNELLE**



Lors d'une visite organisée au Pennessuy le 3 décembre, les travailleurs ont témoigné de leurs expériences au Duoday. Elles sont un premier pas vers le milieu ordinaire, important dans la construction d'un parcours professionnel.

# Les voies de l'inclusion

Afin que l'intégration dans le milieu ordinaire soit un objectif accessible aux travailleurs en situation de handicap qui le souhaitent, l'Adapei les accompagne dans la construction d'un parcours professionnel adapté. Duoday, stages... Différentes étapes permettent d'appréhender cette évolution en douceur.

PAR **CHRISTOPHE MILAZZO**

« *L'inclusion en milieu de travail est une priorité. Elle crée un environnement plus diversifié et permet de bénéficier des compétences uniques de chacun.* » Voilà ce qu'a rappelé Marie-France Costagliola, présidente de l'Adapei de l'Ain, lors de la Journée internationale du handicap, le 3 décembre. Dans l'optique de bâtir des ponts avec le milieu ordinaire, 43 personnes accompagnées par l'Adapei ont participé au Duoday le 21 novembre. Ce concept est né en Irlande en 2008 avant de s'étendre en Europe. Il a débarqué en France à l'initiative d'une association du Lot-et-Garonne avant de se développer dans tout le pays en 2018.

**PREMIERS CONTACTS**

Cette journée est basée sur un binôme entre un salarié du milieu ordinaire et un travailleur en situation de handicap qui se confronte à l'entreprise. La rencontre est aussi une chance pour les entreprises de découvrir de nouveaux talents, de s'ouvrir au monde du handicap, de le démystifier et de sensibiliser leurs salariés. « *Le Duoday peut donner une impulsion pour s'ouvrir sur l'extérieur* », résume Damien Favard, directeur de l'ESAT\* le Pennessuy.

De nombreux travailleurs de cet établissement ont participé à la journée. À l'EA (Entreprise adaptée) des ateliers de Brou, Magalie a confectionné des repas au lycée Saint-Pierre, Benjamin a mis en palette chez Mabéo et Bouchra a rejoint le dépôt de Conforama. Gwendoline, qui travaille aux cuisines de l'ESAT, a réalisé son deuxième Duoday dans une bijouterie. Préparation des commandes, lien avec les clients : tout lui a plu. « *Si l'opportunité se présente, je me réinscris !* » Même chose pour Franck, de l'atelier de soudure. Ce passionné d'automobiles a rejoint un magasin de pièces détachées après un passage chez Carglass l'an dernier. En menuiserie, Damien a été reçu par Franck Delale, directeur général de l'association, afin de découvrir la fonction et d'échanger avec les équipes du siège et les services supports. L'expérience est allée plus loin avec une inversion des rôles lorsque Franck Delale a passé une demi-journée à l'atelier menuiserie où Damien et ses collègues ont partagé leur savoir-faire. ■

\* Établissement et service d'aide par le travail



## Démystifier le handicap

# Pauline : « Un tremplin pour retrouver le milieu ordinaire »

Après une scolarité ordinaire, Pauline rêvait d'intégrer la police, mais son épilepsie l'oblige à se réorienter. Aimant l'économie, les maths et le commerce, elle se lance en BTS puis en licence, dont elle finit à chaque fois major de promo. « Mes crises sont revenues à 21 ans, j'ai arrêté de conduire et je cachais ma maladie pour travailler. Mais j'ai fait une crise à une semaine du CDI et j'ai été renvoyée. Quand on m'a dit d'arrêter de travailler, j'étais en larmes, je me demandais ce que j'allais faire. »

## UNE ÉTAPE

Pauline souffre d'épilepsie pharmacorésistante. Pour faire face et trouver le bon traitement, elle est hospitalisée deux ans à l'institut spécialisé La

Teppa. C'est au terme de ce séjour qu'elle a été accompagnée pour sa réinsertion professionnelle. « C'est très difficile d'accepter le milieu protégé, surtout quand on a fait des études. On a l'impression qu'elles n'ont servi à rien. »

Pauline commence par un stage aux ateliers de Brou à temps plein puis à mi-temps, un rythme qui lui convient mieux en raison de la fatigue induite par ses traitements. Elle est engagée en novembre 2022. « J'étais contente, car je n'étais pas en ESAT et je retrouvais le milieu du travail. Dans ma tête, c'était un tremplin pour retrouver le milieu ordinaire. » Pendant tout son parcours, elle a compté sur le soutien de sa famille et des équipes de l'EA. « Dans le handicap mental, on peut faire beaucoup de choses quand on a la volonté et le bon appui. »

## UN PROJET SOLIDE

Pauline a désormais des envies d'ailleurs, sans brûler les étapes. « Mon but premier est de trouver un travail qui me convienne. » Elle construit un projet autour de ses diplômes et du sport, sa passion. La prochaine marche sera un stage à la fédération française de sport adapté où elle participera à des journées axées sur le sport et le médico-social. Elle envisage aussi d'intégrer la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, domaine qui l'intéresse. « Si je réussis le concours, il y aura un an de formation à Montpellier. Ça me faisait peur au départ, mais à force de travailler sur mes émotions, je pense y arriver. » ■

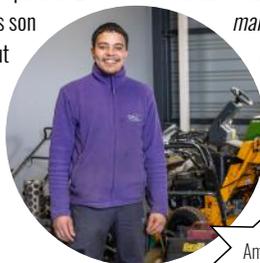
### Pauline

« Le foot, c'est ma passion n°1. » En plus des matchs du jeudi au SAVS qui la « libèrent des émotions du travail », Pauline a été bénévole aux Jeux olympiques, assurant l'accueil des athlètes.



# Amine : « J'avais envie d'être reconnu »

Arborant fièrement la tenue aux couleurs de l'entreprise Jérômes Concept qui lui fait confiance depuis sept mois, Amine est heureux. Après une scolarité en collège en dispositif ULIS\*, il intègre l'IME\*\* Georges Loiseau où il découvre plusieurs métiers. Mais sa passion reste les espaces verts. Après un passage en CAP qui ne lui convient pas, Amine entre à l'ESAT de Marboz en 2015 et s'y épanouit. Il réussit son permis B du premier coup un an plus tard, puis son permis remorque en 2021, un atout pour son entreprise. La même année, Amine expérimente un premier stage en milieu ordinaire qui n'est pas concluant.



### Amine

Amine doit sa réussite à son sérieux, son application et ses compétences étayées lors de son parcours à l'Adapei.

« Il est revenu déçu. Il s'est beaucoup investi, mais s'est retrouvé en difficulté », se souvient Nathalie Larme, responsable médico-sociale. « Je voulais essayer, mais ça ne m'a pas donné envie. J'avais l'impression qu'on ne me faisait pas confiance, qu'on ne me donnait pas la chance de montrer mes capacités », ajoute Amine.

Il réalise plusieurs stages à l'EA Adapaysage afin de mieux évaluer sa situation. « Ça s'est bien passé, mais je n'avais pas envie d'intégrer une EA. Mon objectif était d'aller dans le milieu ordinaire. Je sentais que j'en avais les compétences et j'avais envie d'être reconnu. »

## LA BONNE ALCHIMIE

Pour concrétiser son projet, Amine entame un stage comme jardinier chez Jérômes Concept, à Attignat. Après un renouvellement de stage, il signe un CDD en août. « Tout le mérite lui revient ! On le place avec des chefs d'équipe qui le tirent vers le haut pour se perfectionner », explique l'entreprise qui a su lui faire confiance. Amine en profite pour intervenir sur de nouveaux chantiers ponctuels ou chez les particuliers qui impliquent un lien plus direct avec le client. « Il a gagné en maturité et se sent bien », résume Nathalie Larme. Face à ces réussites, Amine a les yeux sur la prochaine étape : le CDI. ■

\* Unité localisée pour l'inclusion scolaire

\*\* Institut médico-éducatif

Il existe 10 écoles de chiens guides en France, chacune couvre une dizaine de départements.

L'école de Misérieux emploie 26 salariés, dont 11 éducateurs canins, et collabore avec 200 bénévoles.

30 à 35 chiens sont actuellement en cours d'éducation et 15 à 20 chiens formés et certifiés sont mis à disposition chaque année.

L'obtention d'un chien guide se fait après étude de dossier et rencontre avec une équipe pluridisciplinaire. Si la demande est acceptée, un chien est remis gratuitement au demandeur, après le suivi d'une formation et d'une rééducation fonctionnelle si nécessaire.

Le coût d'un chien guide est d'environ 25 000 euros. Sa formation dure une vingtaine de mois.

L'association vit exclusivement de dons et de legs.

#### Contact :

Association de chiens guides d'aveugle Lyon et Centre-Est  
162 avenue Édouard Herriot, 01 600 Misérieux  
04 74 00 60 11  
[lyon@chiensguides.fr](mailto:lyon@chiensguides.fr)  
[www.chiensguideslyon.org](http://www.chiensguideslyon.org)

# Association de chiens guides Des compagnons

L'école des chiens guides de Misérieux célèbre cette année ses 40 ans d'existence. Plus de 400 chiens de guidage y ont été formés et remis gratuitement à des personnes en situation de handicap visuel. Rencontre.

TEXTES **MATHILDE PALFROY**  
PHOTOS **GUILLAUME CATHALA**

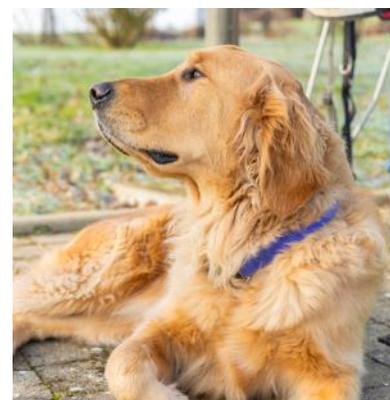
« *Le guidon se tient du bout des doigts, il ne faut surtout pas serrer* », me prévient Martial, l'éducateur d'Uly, le jeune labrador en formation chargé de me conduire. Ce mardi 14 janvier, je suis accueillie à l'école de l'association de chiens guides d'aveugles Lyon et Centre-Est. Nous avons discuté autour d'un café mais pour saisir comment un chien peut aider une personne qui voit peu, ou pas, à éviter des obstacles, rien de tel qu'une mise en situation. Les yeux bandés, j'essaie d'accorder mon allure à celle du chiot qui avance un peu vite à mon goût. Notre attelage contourne sans embûche différents obstacles — un poteau, un plot de chantier, des barrières — puis, distancée par mon pilote, je percute finalement une poubelle. Au bord des trottoirs, Uly marque un temps d'arrêt. Il faut chercher la marche du pied. Régulièrement, il a besoin de consignes verbales — « à droite », « à gauche », « on y va » — que Martial donne pour moi. Je me laisse emmener, mesurant à quel point tout est affaire de concordance entre le maître et son chien, dans un dialogue permanent.

« *Pour que commence le binôme, il faut bien six mois* », estime Mario, venu témoigner avec sa chienne Ottawa. Encouragé par ses filles, il hésitait à franchir le pas, redoutant l'engagement, la responsabilité d'un animal, ou encore que la relation n'opère pas. Aujourd'hui, il ne regrette rien, bien au contraire. La complicité fonctionne, et l'affection réciproque qu'ils se portent saute aux yeux. L'histoire de Régis,

venu avec Népal, ressemble à celle de Mario. Lui aussi éprouvait des craintes à effectuer sa demande, suggérée par son épouse, avec cette même peur de « *ne pas être à la hauteur* ». Et ici aussi malgré les appréhensions, tout s'est bien passé. « *Nos chiens fluidifient nos déplacements et nous facilitent le contact relationnel* », expliquent les deux amis. « *Quand on se déplace avec une canne, on met mal à l'aise, on fait fuir... tandis qu'avec un chien, les gens viennent vers nous, engagent la conversation.* » Ce qui amuse Régis, c'est que certains puissent penser qu'il a lui-même éduqué Népal. À cette évocation, les deux amis rient. Ils ont bien conscience de l'ampleur du travail accompli en amont, mais aussi des frais d'acquisition, d'entretien et d'éducation des chiots, que l'association de chiens guides d'aveugles supporte seule,



Au début de la formation, les chiots n'ont pas de harnais, ils apprennent à répondre aux ordres à la laisse.



Uly a 22 mois et passera bientôt son diplôme de chien guide d'aveugle pour être remis à une personne dont le dossier a été validé et en attente de son chien.

# Chiens guides d'aveugles Leurs compagnons sur mesure

grâce à l'aide des familles d'accueil et de ses donateurs.

## TROUVER CHAUSSURE À SON PIED

Une vingtaine de chiens sont remis gratuitement chaque année à des personnes non ou mal voyantes ayant effectué une demande. L'obtention n'est pas automatique. « L'association s'assure que le chien vraiment sera utile. L'objectif, c'est que le maître gagne en aisance et en confort, de renforcer sa capacité d'activité. On ne donne pas un chien à quelqu'un qui n'est pas déjà autonome dans son environnement à la canne blanche ou qui se déplace très peu. Et la personne doit pouvoir pourvoir aux besoins du chien, s'en occuper correctement. » Une fois le dossier validé en commission interne, après vérification de l'état de santé physique et psychologique du demandeur et prise en considération de ses habitudes de vie, le délai d'attente moyen est de deux ans. « Cela varie », tempère Martial. « Il faut trouver le chien qui correspond à la personnalité du demandeur, à son environnement et à sa manière de vivre. Le critère déterminant, c'est la vitesse de marche, mais les caractères aussi doivent s'accorder.

Mario, Régis, Népal et Ottawa habitent à proximité de l'école et se retrouvent régulièrement pour aller se promener tous les quatre.



Une fois le harnais de travail retiré, les chiens guides savent qu'ils ne sont pas en situation de travail et ils en profitent.

Parfois, on a exactement le chien qu'il faut, parfois cela prend du temps. On s'engage sur dix ans, donc on essaie à tout prix d'éviter les erreurs de casting. »

## UNE FORMATION ET UN DIPLÔME

La formation du chiot commence dès le sevrage, au sein d'une famille d'accueil bénévole chargée de lui procurer une éducation de base et de le socialiser. Le chiot ne doit pas rester seul et doit être amené partout, à l'image de la vie qu'il mènera avec son futur maître. Il ne réalise que quelques brefs séjours à l'école, dont la durée et la fréquence augmentent progressivement. Sa formation au guidage débute vers l'âge d'un an et se déroule « en internat ». Pour obtenir son « diplôme de fin d'études », le CAG (certificat d'aptitude au guidage), le futur compagnon doit savoir tenir la ligne droite, contourner les obstacles, répondre aux ordres et rester calme en toute situation. Le maître auquel il sera attribué est également formé pour apprendre à le diriger. « Je suis venu travailler avec Ottawa trois jours à l'association », se souvient Mario. « Ensuite, Capucine [son éducatrice] est venue chez

nous une semaine, le temps qu'Ottawa intègre les grands axes de mon environnement et connaisse mes déplacements habituels. J'avais déjà eu des chiens, mais ça n'a rien à voir. Ottawa est à mon service, elle doit me comprendre et je dois la comprendre aussi. Maintenant, c'est simple. Quand je sors, je lui dis où on va et elle m'y emmène ! »

Souhaitant s'impliquer, Mario et Régis ont rejoint le conseil d'administration de l'association et s'y investissent avec plaisir pour que l'aventure continue et offrir à d'autres de vivre cette relation précieuse qui a changé leur vie. ■

De gauche à droite : Mario avec Ottawa, Martial, éducateur, Marie-Dominique, famille d'accueil, et Régis avec Népal.





PRÉVENTION

L'équipe Prev'acte met en place des ateliers sur différents secteurs du département.

#### Ateliers Equibr'âge

Ils ont accueilli entre 6 et 10 personnes, majoritairement des femmes. Il se déploieront jusqu'en juin dans le Bugey sud, en Bresse Revermont et Haute Bresse Saône.

#### Ateliers Nu'âge (numérique)

Des ateliers sont actuellement en cours, notamment avec le partenariat d'Unis-Cité. Ils se poursuivent jusqu'en juillet.

#### Ateliers Repas/goûter part'âgés

Ils ont déjà rassemblé 23 participants. Le café Police du Haut-Bugey s'est déroulé en présence de la gendarmerie pour une sensibilisation aux arnaques et fraudes.

#### Au programme

Ateliers d'écriture créative en avril, sensibilisation et prévention avec la Police nationale en mai, Marchons en corps et encore, des marches douces d'ici l'été.

#### Ain Domicile Services

Tél. 04 74 21 42 52

[contact@ain-domicileservices.fr](mailto:contact@ain-domicileservices.fr)  
[www.ain-domicileservices.fr](http://www.ain-domicileservices.fr)

## CRÉATION D'UNE ÉQUIPE DÉDIÉE À LA PRÉVENTION



Goûter part'âgé entre deux personnes accompagnées par Ain Domicile Services et des locataires de la maison d'accueil de Boz.

# Une nouvelle dynamique avec Prev'acte

Depuis fin 2024, une dizaine de salariés d'Ain Domicile Services proposent, imaginent et accompagnent des ateliers de prévention sur tout le territoire et sur des temps dédiés. Ils composent l'équipe Prev'acte, encadrée par la responsable prévention, récemment recrutée.

PAR GAËLLE LANIER

Chez Ain Domicile Services, les trois missions d'intervention sont claires : l'aide à domicile, le soin et la prévention. « *Il n'y a pas une mission supérieure à l'autre. On apporte une prise en charge globale de la personne* », insiste son directeur, Grégory Bornuat. Toutefois, le troisième pilier, la prévention, connaît une nouvelle dynamique depuis 2024 avec la création d'une équipe dédiée, Prev'acte. Elle a été rendue possible grâce au recrutement d'une responsable de prévention, Nathalie Buczek, arrivée au mois d'août. « *Notre idée était de construire une équipe de professionnels du domicile, managée par une responsable et qui ait en charge l'animation, la création d'ateliers individuels ou collectifs pour les personnes fragilisées de nos territoires d'intervention que sont l'Ain et la Métropole de Lyon* », détaille Grégory Bornuat. Pour construire cette équipe, Ain Domicile Services s'est appuyé sur l'envie et les talents de ses équipes de terrain, œuvrant déjà dans l'aide à domicile et le soin. Une dizaine de salariés ont été retenus, candidats spontanés ou repérés par les responsables de secteur. L'objectif pour Ain Domicile Services est d'avoir, à terme, deux personnes sur chaque secteur et une diversité de profils.

#### UNE REUSSITE COLLECTIVE

Côté organisation, les ateliers prévus bien en amont sont intégrés dans les plannings, sur des temps dédiés, en coordination avec les responsables et assistants de secteur. Les premiers ateliers ont démarré en novembre. Ils étaient consacrés à la prévention des chutes et au numérique. Un programme est en cours d'élaboration pour le printemps et se développera en fonction des financements déposés auprès de la conférence des financeurs de l'Ain et de la Métropole de Lyon.

Les premiers retours des bénéficiaires sont déjà très positifs, tout comme ceux des salariés. Leurs nouvelles missions, encadrées, permettent de diversifier leur travail, de travailler sur la confiance et l'estime de soi. « *Les ateliers apportent aux bénéficiaires, mais ils apportent beaucoup aux salariés !* », s'enthousiasme Grégory Bornuat, qui voit aussi dans cette dynamique de terrain un effet « *hyper énergisant* ». Nathalie Buczek fait le même constat. « *Tout le monde est impliqué dans ce programme de prévention : la présidente, le conseil d'administration, la direction, les salariés de terrain, les responsables et assistants de secteur. Quand je vois l'engouement de l'équipe, la manière dont elle s'investit, on a tous gagné.* » ■

# La belle énergie d'une équipe qui grandit

En début d'année, la responsable de la prévention, Nathalie Buczek, a réuni toute l'équipe Prev'acte pour faire un premier bilan des ateliers et prévoir la suite. Ambiance énergique et joyeuse de salariés très investis dans leur nouvelle mission.

Ils sont tous rassemblés autour de la table et le plus souvent, ils sont venus en binôme des quatre coins du département. Flora et Lionel (Haute-Bresse), Nathalie et Marina (Oyonnax), Cathy et Aurore (Dombes-Côtière), Adeline et Elisabeth (Belley) ; Élodie et Matthieu (Trévoux), Anne-Gaëlle (Ambérieu-en-Bugey), Laura (Bresse Revermont). Tous font partie de la nouvelle équipe Prev'acte et ils se rencontrent pour la première fois. Certains travaillent à Ain Domicile Services depuis 6 mois alors que d'autres affichent 17 ans d'ancienneté dans les métiers du domicile ou du soin. Ils ont tous un autre point commun : ils sont très enthousiastes de la nouvelle mission qui leur a été confiée, imaginer et accompagner des ateliers de prévention sur le secteur.

Au cœur du réacteur, il y a Nathalie Buczek, la responsable du secteur prévention assise au milieu de l'équipe. Elle a organisé cette réunion pour faire le point sur les ateliers démarrés en novembre et organiser les suivants.

« C'est un premier bilan, confirme-t-elle. Nous sommes aussi là pour trouver des points d'amélioration, car l'équipe n'a que quatre mois et sur certains secteurs,



**Nathalie Buczek**

Responsable de prévention

« Il faut voir les sourires des participants et leurs réactions avec les salariés. »

*il nous manque encore des salariés en prévention. Mais elle va grandir et s'étoffer. »*

## PRENDRE SOIN D'EUX ET DE SOI

Autour de la table, chacun fait un retour d'expérience et leurs mots sont beaux (lire ci-contre). Ils ont partagé du temps avec les bénéficiaires autour d'ateliers de prévention des chutes, de numérique ou lors de goûters partagés. Laura raconte avec émotion ce repas en tête-à-tête avec un bénéficiaire dans un restaurant bistrannique à Méziériat, dans le cadre de l'opération « Étoilés et solidaires ». « C'était une première fois. Quel plaisir de les voir se mettre sur leur 31, les entendre prévenir toute leur famille. Moi aussi, je me suis acheté un petit pull. Oui, pour prendre soin d'eux, il faut déjà prendre soin de soi. On a tendance à s'oublier ! » Tout le monde approuve autour de la table.

Pour les beaux jours, l'équipe prévoit des sorties autour de l'action « Marchons en corps et encore ». Chacun imagine une escapade dans son secteur, prévoit des temps de repérage pour vérifier l'accessibilité et les lieux de pause. La perspective de futurs temps partagés ravit tout le monde. À commencer par la responsable de prévention. « Mettre en place ce type d'actions me tient à cœur. Chacun a ses compétences et ils se complètent les uns, les autres. » ■

## Équipe Prev'acte

« C'est une belle façon de diversifier notre activité. »



**MATTHIEU**

« On les aide à repousser les limites de la vieillesse dans la joie et la bonne humeur. »



**AURORE**

« On les accompagne, on partage, on soutient et on aime. »



**NATHALIE**

« Cela apporte d'autres échanges, un autre regard. »



**CATHY**

« Ce qui est valorisé, c'est notre savoir-être. »



**FLORA**

« En temps normal, ils sont dépendants de nous. Là, on est sur le même pied d'égalité. Cela permet de dédramatiser. »



**MARINA**

« Par cet accompagnement, j'ai appris à mieux les connaître. »



**LAURA**

L'équipe Prev'acte existe depuis 4 mois et ne demande qu'à s'étoffer.





**Dynacité**  
LOGEMENT



GSUP

- QPV : quartier prioritaire de la politique de la ville.
- Critères : minimum 1 000 habitants, revenu médian inférieur à 13 300 €/an.
- 1 logement sur 4 situé en QPV, dans l'Ain (Bourg-en-Bresse, Ambérieu-en-Bugey, Montluel, Belley, Bellignat, Oyonnax), la Métropole de Lyon (Vaulx-en-Velin, Rillieux-la-Pape) et le Nord Isère (Isle d'Abeau, Villefontaine), soit 6 500 logements sur les 30 000 du parc Dynacité.
- Budget annuel : 1,2 à 2 millions d'euros.

**Dynacité**

390 bd du 8 Mai 1945  
01000 Bourg-en-Bresse

Tél. 04 74 45 89 89  
[www.dynacite.fr](http://www.dynacite.fr)



Stimuler les interactions sociales



**Sébastien Petit**  
En charge de la GSUP

**ALLER VERS ET ACCOMPAGNER**

Notre champ d'intervention est structuré autour de quatre axes : le développement social pour favoriser le lien social, mobiliser autour de la santé, du sport ou de l'alimentation, lutter contre la précarité ; la prévention-médiation-tranquillité résidentielle, grâce aux médiateurs et aux adultes relais ; l'économie

**GESTION SOCIALE ET URBAINE DE PROXIMITÉ**



La course des garçons de café de l'Ain, en partenariat avec l'Union des métiers et industries de l'Hôtellerie, le 30 septembre dernier.

# Priorité à la vie de quartier

La Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) est au cœur des enjeux de la politique de la ville pour améliorer le cadre de vie des habitants. Le but est d'assurer la cohérence des différentes actions et d'encourager la participation des habitants à la vie de leur quartier.

PAR **PASCALINE TERELLI**

Chez Dynacité, la démarche de GSUP n'est pas nouvelle, elle est aujourd'hui structurée via un service dédié, à même d'être présent dans tout le parc concerné par le classement en quartiers prioritaires politique de la ville (QPV).

**DU BÂTI ET DES HOMMES**

Il s'agit d'accompagner ces logements, situés à Bourg-en-Bresse, Ambérieu-en-Bugey, Oyonnax, Belley ou Bellignat, au-delà des stricts bâtiments. Pour le responsable du service, Sébastien Petit, l'enjeu est de contribuer « à la satisfaction des habitants au quotidien et d'ancrer notre rôle d'acteur de proximité, engagé dans le renforcement des liens sociaux ». L'objectif est de mettre en place des initiatives de proximité avec de multiples partenaires, centres sociaux, régies de quartiers ou clubs sportifs.

sociale solidaire et l'emploi à travers des actions menées par exemple avec la CRESS\* AuRA, le réseau d'achat commun VRAC\*\* ou la Conciergerie engagée (voir ci-contre) et enfin, les partenariats. Des conventions ont été signées avec les clubs sportifs (comme la JL Bourg, le FBBP 01, l'USO, l'USBPA) ainsi que les clubs de quartiers, valorisant la culture via la troupe Théâtricité ou la venue des WoodsTours in situ. « Dans le domaine de la précarité énergétique, détaille le responsable, nous soutenons à Ambérieu-en-Bugey un projet d'autoconsommation collective auprès d'une résidence de 48 logements pour jeunes, l'idée étant de leur faire baisser leurs factures en les sensibilisant aux bons gestes. Notre démarche "d'aller vers" notamment à destination des seniors s'illustre aussi à travers la mise en œuvre du plan canicule ou celle de diagnostics personnels d'autonomie. »

**UNE PRÉSENCE QUOTIDIENNE AU LONG COURS**

Quatre appartements pédagogiques sont aussi aménagés dans cet esprit d'apprentissage des usages économiques. Par ailleurs, un partenariat a été conclu avec la plateforme numérique Papernest pour comparer les contrats de services des foyers (téléphonie, assurance...). D'une manière générale, résume Sébastien Petit, « notre action s'inscrit sur le long terme, la confiance se construisant au fur et à mesure entre habitants, partenaires et collectivités ». ■

\* Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire  
\*\* Vers un réseau d'achat en commun



Une après-midi active avec le Comité départemental olympique et sportif à l'été 2024.

## DÉPANNAGE SOLIDAIRE

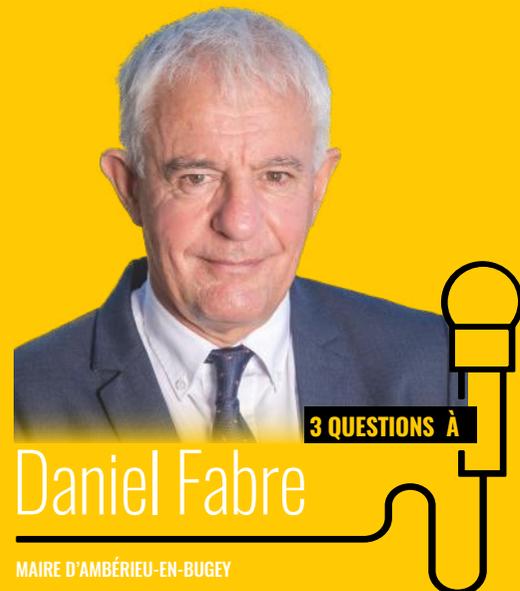
# Renforcer le tissu social au quotidien

Les initiatives de la Conciergerie engagée sociale et solidaire (Cess), à Ambérieu-en-Bugey, promeuvent un environnement où chacun se sente accepté et soutenu. Elle lutte contre la solitude et encourage la solidarité et les interactions sociales au service d'une communauté afin de ne laisser personne de côté. Les habitants d'un même quartier apprennent à se connaître et à vivre mieux ensemble. « *Dynacité*, explique Anne Charvet-Quemin, nous soutient financièrement dans le cadre de l'abattement fiscal TFPB\*, en partenariat avec la mairie. Cela nous permet d'accompagner les locataires des quartiers prioritaires à travers des temps de rencontre et d'animation en pieds

*d'immeubles ainsi que des dépannages solidaires.* » Pour un prix modique (5 €), l'intervenant, Philippe Segara, vient à la demande d'un locataire pour résoudre un petit problème de bricolage — cela va du store cassé à l'évier bouché — et assurer la réparation en donnant quelques conseils, dans une démarche pédagogique. « *Nous traitons autour de 200 demandes par an, émanant de "fidèles" avec qui la confiance s'est tissée ou de nouvelles personnes, souvent des mères célibataires et des personnes âgées.* » ■

\* Taxe foncière sur les propriétés bâties

SomMet, salon de l'orientation et des métiers, tenu à l'Espace 1500 en février dernier.



3 QUESTIONS À

## Daniel Fabre

MAIRE D'AMBÉRIEU-EN-BUGEY

### Comment la GSUP s'est-elle mise en œuvre à Ambérieu ?

Il y a eu un coup d'accélérateur avec l'entrée dans le dispositif Politique de la Ville (1<sup>er</sup> contrat signé en 2015). Mais de par notre ADN ouvrière, on ne partait pas d'une feuille blanche et le tissu associatif était très présent (aujourd'hui 200 associations). Notre rôle a été de les solliciter et de les fédérer pour servir nos objectifs en faveur de l'accès à l'emploi, de la parentalité et de la cohésion sociale dans un quartier soumis à la précarité et au manque de services.

### Quelles réalisations concrètes ont vu le jour ?

Nous avons contractualisé avec l'ensemble des associations afin qu'elles développent les projets qui nous intéressent, en s'appuyant sur leurs compétences et leur ancrage dans le quartier des Courbes de l'Albarine. Le centre social du Lavoir est un solide partenaire en termes de soutien scolaire. Le projet Théâtricité mené avec Dynacité favorise le lien social et l'apprentissage de la langue. L'Accorderie facilite l'échange de services entre les habitants, pour accompagner à un rendez-vous médical par exemple. Le Lab01, installé depuis dix ans au cœur du quartier, a obtenu à deux reprises le label Terre d'innovation, une reconnaissance qui témoigne de son ouverture aux habitants, dépassant le cadre initial du fablab. Sans oublier la présence d'éducateurs de rue au quotidien.

### Comment évaluez-vous les résultats ?

Nous faisons le constat que, depuis trois ans, il n'y a eu aucune voiture brûlée sur la commune, y compris lors des émeutes qui sévissaient un peu partout au printemps 2023. C'est le fruit d'une convergence d'actions pérennes sur le terrain et d'un choix budgétaire à hauteur de près de 150 000 euros par an.



PROTECTION SOCIALE

Dans l'Ain et le Rhône

- 140 000 ressortissants (32 % actifs, 60 % retraités, 8% enfants).
- 240 délégués territoriaux.
- 29 élus au Conseil d'administration.
- 23 cantons.
- Élections du 5 au 16 mai 2025.



**MSA Ain-Rhône**

35 - 37 rue du Plat - BP 2612  
69232 Lyon cedex 02

Tél : 04 74 45 99 00  
[www.ain-rhone.msa.fr](http://www.ain-rhone.msa.fr)



Voter pour défendre le régime

**ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES**



Un nouveau conseil d'administration sortira des urnes en mai pour un mandat de 5 ans.

# Les atouts du guichet unique

**Un seul point d'accueil pour toutes les démarches liées à la protection sociale (retraite, famille, santé) : un atout pour les ressortissants de la MSA.**

PAR **PASCALINE TERELLI**

**A**vant de satisfaire les besoins des familles en prestations sociales, il faut collecter des cotisations. C'est la mission d'Agnès Jourdan, sous-directrice et de son équipe. « *Concernant les salariés MSA, les cotisations sont égales au régime général. Pour les non-salariés agricoles, les taux de cotisation sont analogues aux autres professions indépendantes. À la MSA Ain-Rhône, nous conservons une grande proximité avec les cotisants. En cas de difficulté de paiement, des solutions adaptées existent, telle la mise en place d'échéanciers. Notre régime propose une prise en charge partielle de cotisations lors de crise ou de difficulté imprévue.* »

Outre les prestations légales, la MSA offre de nombreuses aides dites extra-légales. Daniel Broyer, administrateur, en pointe l'originalité : « *Partant des besoins, exprimés souvent par nos délégués de territoire, nous recherchons des aides spécifiques pouvant aider les familles. Cela va de la prime à la naissance, en passant par les chèques vacances, l'aide à la poursuite d'études, du permis de conduire, l'aide à l'autonomie pour les personnes âgées...* ».

**UN PARTENAIRE POUR LA VIE**

La santé est au cœur des préoccupations de la MSA. Dominique Saint-Paul, médecin conseil en chef, souligne l'importance des programmes de prévention : « *Nous réalisons des bilans de santé et organisons divers dépistages — cancers de la peau, maladies cardiovasculaires, rétinopathie diabétique. Avec les séjours Horizon, nous veillons à l'épuisement professionnel. Nous organisons des journées sur le dépistage des cancers, le risque solaire, le tabac ou l'alimentation.* » Parvenir à la retraite en bonne santé est un objectif majeur. Pour Michel Valvin, premier vice-président de la caisse, « *il est indispensable de préparer soigneusement ce temps fort de la vie. Dès que l'assuré reçoit son relevé de carrière, il faut le vérifier et faire les corrections nécessaires. Un montant de retraite peut être précisé à titre indicatif. Dès 55 ans, un nouveau service en ligne est à disposition des assurés pour connaître l'âge de départ en retraite et celui auquel ils peuvent bénéficier d'une retraite à taux plein. Enfin, il faut déposer son dossier 4 à 6 mois avant la date choisie et bien se renseigner auprès de la caisse voire sur Internet* ». ■

# Élections, un rendez-vous essentiel

Aller voter en mai prochain pour élire les délégués, c'est agir pour maintenir l'action de la MSA au bénéfice des agriculteurs.

Dans les 23 cantons de l'Ain, les délégués, hommes et femmes de terrain, sont une centaine à représenter la MSA au plus près de leur territoire. Ils sont élus selon trois collèges distincts, en tant qu'exploitants, salariés ou employeurs de main-d'œuvre, au service des ressortissants, actifs, retraités ou familiaux. Olivier de Seyssel, président de la MSA, en souligne les spécificités : « Nous sommes le seul régime de protection sociale à fonctionner selon un régime démocratique. La politique fixée par le conseil d'administration, composé d'élus issus des élections, est déterminante pour défendre nos bénéficiaires en matière d'action sanitaire et sociale et de santé - sécurité au travail. » L'enjeu des élections est donc essentiel pour préserver

les actions mises en œuvre pour protéger et soutenir les agriculteurs soumis à des difficultés récurrentes. « Il se mesurera à travers la participation effective des ressortissants appelés à défendre leur attachement à leur régime, souligne Alexandre Faes, président du comité de protection sociale. Leurs votes constituent un baromètre éloquent auprès du législateur tenté par l'uniformisation des régimes. »

Les élections, instrument de cette mobilisation attendue, auront lieu du 5 au 16 mai prochains. Elles sont organisées sur un seul tour, de manière très simple : soit par correspondance (affranchissement gratuit), soit en ligne sur le site internet [ain-rhone.msa.fr](http://ain-rhone.msa.fr). ■



## TÉMOIGNAGE

### Jean-Paul Devrieux, délégué territorial depuis 12 ans

Engagé dans le canton de Villars-les-Dombes, l'agriculteur à la retraite Jean-Paul Devrieux revient sur son expérience. « J'ai beaucoup appris sur le fonctionnement de notre système de mutualité que je ne connaissais que du côté des cotisations. En rencontrant les ressortissants, je peux les conseiller sur les services existants auxquels ils ont droit. Je leur apporte mon aide et j'encourage mes collègues agriculteurs, notamment les plus jeunes, à s'engager pour conserver une protection sociale

présente, efficace et de proximité au service de tous. J'ai aussi beaucoup représenté la MSA dans différentes manifestations comme le concours de labour départemental, les comices agricoles ou pour expliquer notre fonctionnement aux futurs agriculteurs en formation d'une Maison familiale et rurale. » ■

**Jean-Paul Devrieux**  
Délégué de secteur engagé, à l'écoute des besoins des agriculteurs



3 QUESTIONS À

## Joëlle Morandat

PRÉSIDENTE DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'AIN

### Quelles sont les missions des délégués et les attentes du conseil d'administration ?

Les délégués sont des femmes et des hommes qui représentent la MSA sur leur territoire et au sein des instances dont ils sont de précieux contacts et relais, montants et descendants entre la caisse et les adhérents. À travers les actions qu'ils organisent sur le terrain, ce sont aussi des animateurs du milieu rural.

### Qui sont les délégués ?

Ce sont des agriculteurs, chefs d'exploitation, employeurs de main-d'œuvre ou personnels de structures liées au monde agricole. Ils vivent sur leur territoire, le connaissent et ont des liens avec la population comme avec les élus. Pour les ressortissants de la MSA, cette proximité est précieuse.

### Pouvez-vous évoquer quelques manifestations organisées par le comité départemental avec les délégués de territoire ?

Le comité départemental a participé et organisé des actions de prévention en partenariat avec la gendarmerie et la police nationale. Les délégués ont tenu le stand lors de la Fête de l'agriculture et du Salon des maires. En fin d'année, ils ont confectionné des paniers de Noël destinés à des familles ressortissantes agricoles. Une pièce de théâtre a été présentée dans plusieurs communes de l'Ain, abordant des thèmes relatifs aux interrogations du monde rural.



INSERTION

Alfa3a encadre 3 structures d'insertion par l'activité économique dans le Pays de Gex.

#### Services et boutique solidaires (Saint-Genis-Pouilly)

- Recyclerie boutiques de Saint-Genis-Pouilly
  - > Meubles, objets, vêtements
  - > Chiffre d'affaires boutique : 175 800 €
  - > 236 tonnes de linge récupérées et vendues
  - > 24 salariés en insertion
- Friperie Caméléon de Gex
- Friperie Caméléon de Ferney-Voltaire

#### Recyclerie du Pays bellegardien

- Meubles, objets, vêtements
- Chiffre d'affaires boutique : 79 600 €
- 62 tonnes de linge récupérées et vendues
- 27 salariés en insertion avec Vêt Cœur

#### Ressourcerie du Pays de Gex (Ornex)

- Meubles, objets, atelier de réparation et de remise en état
- 20 salariés en insertion
- Chiffre d'affaires : 361 975 €, dont 6 058 € d'animations

#### Alfa3a - siège social

14 rue Aguétant  
01500 Ambérieu-en-Bugey

04 74 38 29 77  
[www.alfa3a.org](http://www.alfa3a.org)

## DISPOSITIFS POUR L'EMPLOI

La ressourcerie d'Ornex est la plus grande du département. Elle dispose d'un atelier de 500 m<sup>2</sup> pour le stockage et la réparation des meubles.



# Seconde chance et seconde main

Les dispositifs ACI (ateliers et chantiers d'insertion) mis en œuvre par Alfa3a sur le territoire du Pays de Gex et bellegardien jouent à la fois un rôle social, économique et environnemental, vertueux pour tous les habitants.

PAR MATHILDE PALFROY

Avec une boutique de meubles à Saint-Genis-Pouilly, deux friperies à Gex et Ferney-Voltaire, une recyclerie à Bellegarde et la Ressourcerie d'Ornex, Alfa3a dispose d'un panel de structures d'IAE (insertion par l'activité économique) en mesure d'accueillir de nombreux salariés en insertion et de déployer une belle offre de produits d'occasion, écologiques et pratiques.

### ENCOURAGER LE RÉEMPLOI

« Pour nos clients, nos structures se complètent ! Elles proposent des produits différents et couvrent tout le territoire », explique Laura De Castro, chargée de communication du département IAE. « Nous avons deux friperies, deux boutiques généralistes et une grande ressourcerie, associée à un atelier de réparation et de rénovation pour remettre en état les meubles et l'électroménager. On y propose des meubles plus qualitatifs, entièrement rénovés par nos salariés. » Le réemploi est ainsi largement facilité sur le territoire et l'enfouissement de nombreux meubles et objets



**Laura De Castro**  
Chargée de communication du département IAE

évités. Acheter d'occasion, c'est une démarche écologique nécessaire dans un projet d'évolution globale que promeut la ressourcerie d'Ornex par l'animation d'ateliers thématiques de sensibilisation à la lutte contre le gaspillage et de transmission des écogestes auprès du grand public ou en partenariat avec d'autres structures éducatives et associatives.

### DES MISSIONS D'INSERTION VALORISANTES

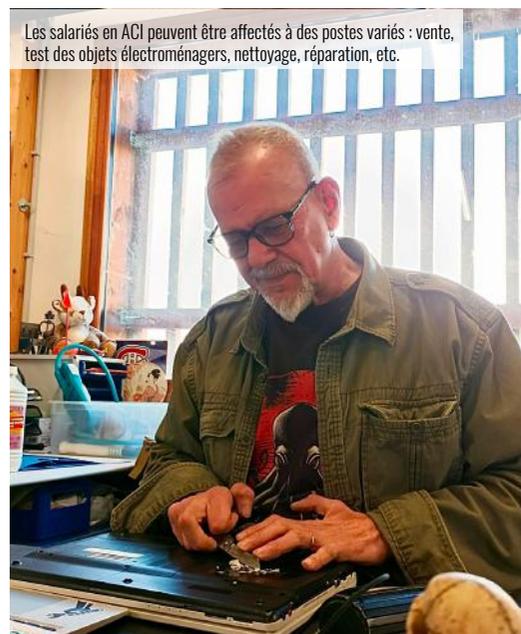
Les contrats de travail en insertion permettent aux salariés éloignés de l'emploi de renouer avec le monde du travail et de bénéficier d'un accompagnement personnalisé durant 24 mois. La démarche écologique est socialement gratifiante et la diversité des postes de travail source d'apprentissages variés. Réception et tri des marchandises, réparation, commercialisation, vente, les missions permettent à chacun de valoriser ses compétences et d'en acquérir d'autres, sous l'égide d'un encadrant qui coordonne les affectations et encadre l'équipe au quotidien. Les salariés sont également accompagnés par un chargé d'insertion professionnelle, afin de résoudre d'éventuelles problématiques pratiques personnelles et de construire un projet professionnel. ■

## Reprendre confiance en ses capacités

### Un accompagnement mené en binôme

Les contrats en insertion professionnelle sont destinés aux personnes qui, pour des raisons pratiques, personnelles ou sanitaires, auraient du mal à pouvoir exercer une activité professionnelle classique. Les profils des personnes sont très variés. Il peut s'agir de jeunes sans formation, de personnes dont le parcours de vie a été fragilisé par un divorce, un accident, une maladie, ou encore de situations économiquement difficiles favorisant les engrenages comme une perte d'emploi suivie d'une perte de domicile... Dans tous les cas, l'insertion par l'activité économique vise à permettre à ces personnes, grâce à un accompagnement sur mesure, de se reconstruire et à reprendre confiance en leur capacités pour retrouver par la suite une vie autonome et plus confortable. « *Nous recrutons essentiellement via des prescripteurs sociaux* », explique Frédéric Martinel, encadrant technique à la ressourcerie du Pays de Gex et qui travaille en binôme avec Jessie Grisard, chargée d'insertion professionnelle, en charge de sélectionner les candidatures et d'accompagner les salariés dans l'élaboration de leur projet professionnel. Les affectations

sont réalisées en tenant compte des besoins de la structure ainsi que des compétences du salarié ou de ses aspirations à en développer. « *L'essentiel, c'est d'instaurer un cadre, que la personne reprenne de bonnes habitudes de travail, un rythme de vie et développe un savoir-être professionnel. Ce n'est pas toujours évident quand on n'a jamais travaillé ou suite à des difficultés de vie ayant engendré une rupture avec le monde du travail.* » Chaque salarié est amené à réfléchir et construire la poursuite de sa vie professionnelle. Les accompagnements, individualisés, visent à permettre l'insertion future du salarié (préparation de candidatures, recherche de stages ou d'informations, aide administrative, etc.). Les rendez-vous avec le chargé d'insertion professionnelle ont lieu au moins une fois par mois. « *L'objectif est que la personne stabilise sa vie avec nous et qu'un projet professionnel naisse ou s'affine* », résume Jessie Grisard. « *Nous accompagnons le salarié là où il désire aller et préparons aussi un plan B, pour ne pas le laisser partir sans rien.* » ■



Les salariés en ACI peuvent être affectés à des postes variés : vente, test des objets électroménagers, nettoyage, réparation, etc.

#### TÉMOIGNAGE

## Retrouver une autonomie

### « J'ai pu me stabiliser et me reconstruire »

Embauchée en ACI (atelier chantier d'insertion) depuis un an et demi, Daoulati Attoumani, 38 ans, travaille dans la boutique de la ressourcerie. Elle effectue parfois quelques autres missions, comme le test d'objets ou l'accueil des usagers au dépôt. « *Durant la pandémie de Covid-19, j'ai perdu mon emploi et je me suis retrouvée en difficulté financière. J'ai dû quitter Lyon et venir à Ferney, chez ma sœur. Je ne connaissais rien*

*ici. J'ai candidaté à la ressourcerie sur le conseil de ma référente RSA. J'étais soulagée de retrouver un emploi, premier pas pour me reconstruire dans cette ville. On m'a aidée à effectuer des démarches pour obtenir un logement, j'ai pu retrouver une autonomie personnelle et financière. Maintenant on travaille sur mon projet professionnel. Je souhaite me lancer dans la vente en ligne de produits cosmétiques adaptés aux peaux métisses. Cette idée*

*me tentait depuis longtemps. Dans le cadre de mon accompagnement, on m'a donné les bonnes informations et la possibilité de me projeter pour concrétiser mon projet. Mon encadrant et mon référent sont à l'écoute. Ils m'aident à avancer, à trouver des solutions. Je me sens soutenue et j'ai appris beaucoup ici.* » ■

## Lycée Gabriel Voisin

# Audacieux projet

Unir des élèves en situation de handicap et des élèves allophones arrivants autour d'un projet multidisciplinaire visant à développer leur autonomie et leur permettre de mieux appréhender leur environnement : l'objectif du projet « Autonomie et appropriation du territoire » mené par le lycée Gabriel Voisin à Bourg-en-Bresse avec Passaros, le Monastère royal de Brou, et le soutien de la DRAC\*, de la Scène nationale Bourg-en-Bresse, du Pass culture, était inédit. Au fil des mois, 17 élèves des classes ULIS\* et plus d'une trentaine des classes UPE2A\* ont participé à des ateliers danse, photo, calligraphie, peinture, sculpture, animés par des artistes professionnels, avec en point d'orgue en février une restitution qui a été fortement applaudie par le public. Ils ont aussi visité le théâtre et assisté à des spectacles. « Les élèves se sont entraî-

dés. Ils se sont épanouis, ouverts dans leur rapport aux autres » souligne Simona Cinquepalmi, professeur de FLE (français langue étrangère). ■

\* DRAC : Direction régionale des affaires culturelles. ULIS : Unités localisées pour l'inclusion scolaire. UPE2A : Unité pédagogique pour élèves allophones arrivants.



Les ateliers danse et la restitution publique avaient pour cadre le Monastère royal de Brou.

## Culture et santé

# Dynamique créative

« Dans le Grand Est, ce type d'appel à projet n'existe pas » note Pauline Jacquot, animatrice sociale à l'EHPAD L'Albizia à Cerdon. L'établissement candidait pour la première fois à Culture et santé tout comme l'EHPAD Ary Geoffroy à Villereversure et le DITEP Les Moineaux à Civrieux. Ils font partie des dix soutenus en 2024 par ce dispositif régional de soutien aux projets menés par des établissements hospitaliers et médico-sociaux en partenariat avec des acteurs artistiques

et culturels.

Unissant les résidents ou usagers, les personnels, les familles et les publics, les projets sont très variés : créations sonores, visuelles, plastiques, festival des arts somatiques... Tous favorisent l'expression des personnes accueillies, l'échange, la communication, la rencontre, l'ouverture vers l'extérieur, et souvent l'intergénérationnel. À l'Albizia, il a donné lieu à des ateliers multi-formes et émotions, et à une exposition sensorielle itinérante. ■

Au DITEP Les Moineaux, les enfants ont créé des courts métrages projetés le 11 juin au cinéma de Trévoux.



## En bref

### Zonage sage-femme

Entré en vigueur le 20 février, le nouveau zonage sage-femme établi par l'ARS\* Auvergne-Rhône-Alpes avec l'URPS\*\* sage-femme et le conseil interrégional de l'ordre, catégorise trois territoires de l'Ain en zones très sous-dotées : Saint-Étienne-du-Bois, Valserhône et Lagnieu. Les sages-femmes y exerçant ou souhaitant s'y installer peuvent bénéficier d'aides conventionnelles : contrat d'aide à l'installation (CAI) de 34 000 € maximum sur 5 ans, contrat d'aide à la première installation (CAPI) de 38 000 € maxi sur 5 ans, contrat d'aide au maintien (CAM) de 4 000 € par an sur 3 ans, accueil de stagiaires de 350 €/an.

\* Agence régionale de santé

\*\* Union régionale des professionnels de santé

[www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr/acces-aux-soins-publication-du-nouveau-zonage-sage-femme-auvergne-rhone-alpes](http://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr/acces-aux-soins-publication-du-nouveau-zonage-sage-femme-auvergne-rhone-alpes)

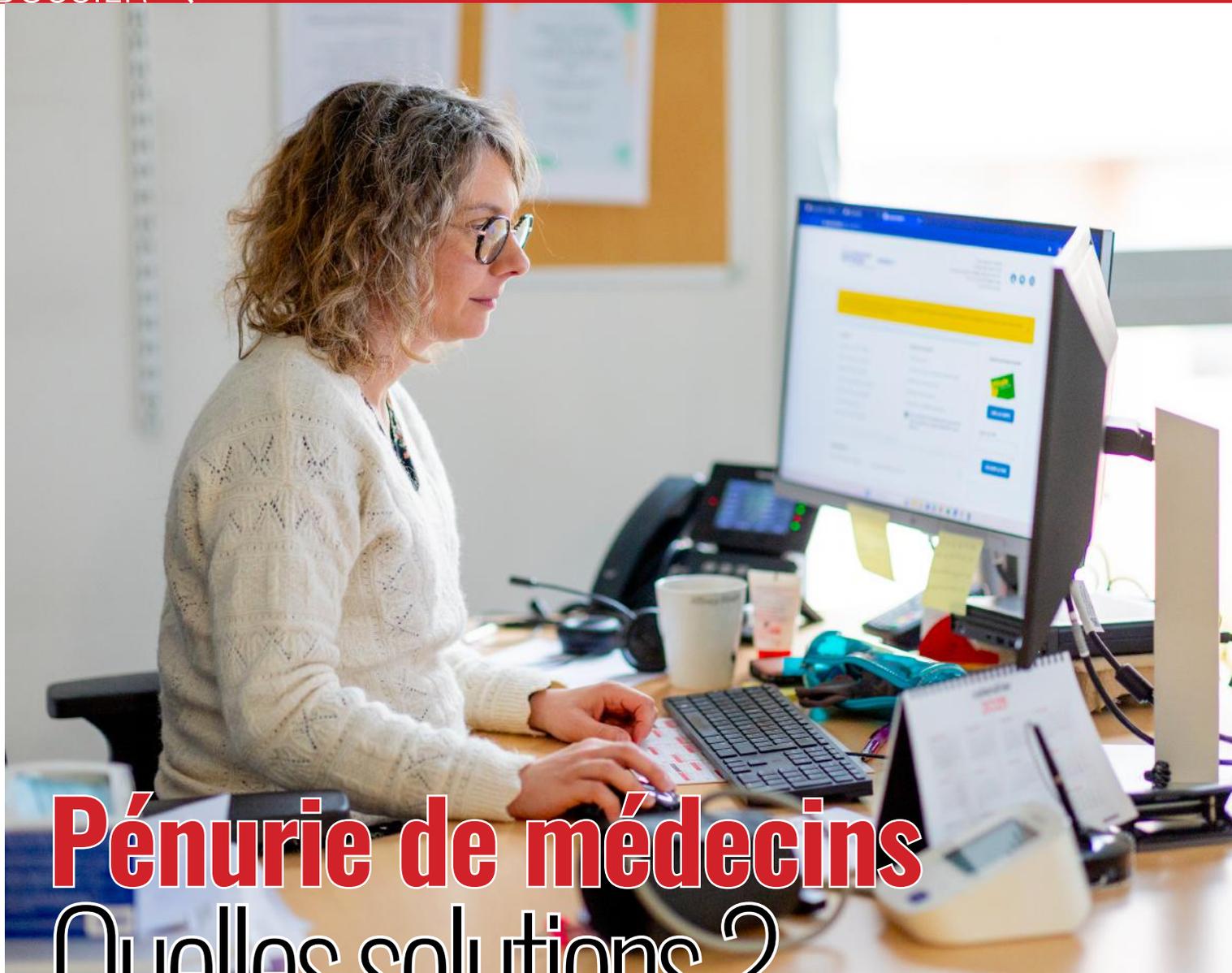
### Anti-VIF\*

« Prévenir les violences intrafamiliales pour que chacun soit en sécurité dans son foyer » est l'un des quatre objectifs majeurs du Plan d'action départemental de restauration de la sécurité du quotidien (PADRSQ) dans l'Ain. Sur le terrain, l'action vise notamment à augmenter le nombre de places d'hébergement pour les victimes, renforcer les liens entre forces de l'ordre, collectivités et associations spécialisées, prévenir l'usage d'armes par les auteurs de violences, expérimenter un parcours dédié aux victimes, accompagner la création au centre hospitalier d'une unité d'accueil pédiatrique Enfance en danger.

\* Violences intrafamiliales

### MIFE 01 et Erasmus Plus

La MIFE de l'Ain a participé en décembre à un programme Erasmus Plus en Espagne. Riches d'échanges, ces rencontres visent à renforcer les partenariats ainsi que l'expertise du personnel, avec pour objectif de développer des projets innovants pour l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi, notamment des seniors de plus de 50 ans.



# Pénurie de médecins

## Quelles solutions ?

“

DOSSIER **GAËLLE LANIER**  
**MATHILDE PALFROY**  
**CHRISTOPHE MILAZZO**

Désertification médicale ou démographie médicale ? Les plus optimistes choisiront la seconde option, plus porteuse d'espoir. C'est aussi le parti pris de ce dossier qui met en avant les solutions. Car si l'Ain ne compte que 6,4 médecins généralistes pour 10 000 habitants, les instances départementales, les collectivités, les professionnels ne ménagent pas leurs efforts pour inverser la tendance. L'urgence est d'attirer les futurs médecins, assez tôt dans leurs longues études, avant qu'ils ne construisent leur vie personnelle et familiale. L'un des enjeux est de mettre à leur disposition le meilleur environnement pour venir travailler et notamment des lieux de pratiques regroupées, prisés par les nouvelles générations. Comme la société, la pratique de la médecine a changé : aux territoires de s'adapter collectivement. Il en va de la bonne santé des habitants et de l'épanouissement des professionnels de santé.

# Démographie médicale

## Trouver le bon traitement

L'Ain n'échappe pas à la pénurie de médecins généralistes en France. Mais avec une moyenne de 6,3 médecins pour 10 000 habitants, la situation est tendue, avec des points noirs dans le Pays de Gex et à Bourg-en-Bresse. Comment les inciter à venir s'installer durablement dans l'Ain ? Des solutions existent et elles sont collectives.

La France souffre d'un manque de médecins et le mal est profond. Entre 2010 et 2024, le nombre de généralistes en médecine générale a baissé de 12,7 %. L'Ain a suivi cette tendance, mais figure dans la queue de peloton des départements les moins bien dotés. On y dénombre en moyenne 6,3 généralistes pour 10 000 habitants, là où la France est à 8,2. L'écart se creuse d'autant plus que la population de l'Ain ne cesse d'augmenter (671 289 habitants en 2022) et l'âge des médecins s'accroît. La proximité de la Suisse — et son effet d'aspiration — n'arrange pas le diagnostic.

Comment inverser la tendance ? Une des premières réponses sera nationale. À partir de 2026-27, des changements de fond vont commencer à intervenir, même s'ils ne seront pas aussitôt perceptibles. La fin du numérus clausus en 2019 — qui limitait le nombre d'étudiants autorisés à passer

en 2<sup>e</sup> année d'études — va générer un plus grand nombre d'internes. Autre lueur d'espoir, l'arrivée de la première promotion des « docteurs juniors », étudiants en fin de formation que chaque département aura envie de garder sur son territoire. Encore faut-il qu'ils décident de prendre la direction de l'Ain.

### Un travail de recensement sur le terrain

Les instances départementales se tiennent prêtes, collectivement. « Notre enjeu est d'accueillir le plus de docteurs juniors possible — et de bien les accueillir — et qu'ils trouvent des lieux d'exercices pour plusieurs années, confirme Sidonie Jiquel, directrice départementale de l'Agence régionale de santé (ARS) dans l'Ain. Nous avons élaboré un plan sur le territoire que l'on va mener conjointement avec le Département de l'Ain, la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), le Conseil de l'ordre des

médecins et l'appui de communes et les intercommunalités. Il permettra de recenser les médecins maîtres de stage volontaires, les cabinets et les hébergements pour faciliter la vie des jeunes médecins. »

Les enjeux sont aussi de répondre aux attentes d'une profession, tournée vers les pratiques regroupées. L'exercice solitaire du médecin de famille a laissé place à des centres de santé, à des maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP) où médecins, assistants médicaux, infirmiers en pratique avancée et professions paramédicales travaillent ensemble et créent des synergies. Le salariat cotoie de plus en plus le libéral et des dynamiques de territoires se créent, à l'instar des CPTS (Communautés professionnelles territoriales de santé) autour des projets de santé. Comme la société, la pratique de la médecine évolue. S'adapter à ces changements sera une des clés pour voir venir de jeunes médecins, soucieux d'un équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie personnelle. ■

**Sidonie Jiquel**

« Notre enjeu est d'accueillir le plus de docteurs juniors possible. »



Les instances départementales vont travailler à l'élaboration d'un plan départemental pour recenser les médecins, les locaux professionnels et les hébergements pour faciliter l'accueil des étudiants.

### Faire les yeux doux aux « docteurs juniors »

Bon nombre de départements — et l'Ain en fait partie — ont les yeux rivés sur la rentrée 2026. À cette date, arriveront les premières promotions de « docteurs juniors de médecine générale ». Les étudiants en dernière année de médecine générale seront désormais en stage sur le terrain pour une dixième année d'études, dite année de consolidation. Le docteur junior exercera sous la responsabilité d'un médecin sénior. Tout l'enjeu est que de nombreux candidats réalisent cette dernière année dans l'Ain et qu'ils s'installent durablement.

# Démographie médecine généraliste dans l'Ain

Sources : Agence régionale de santé, Conseil départemental de l'Ain, Atlas de la démographie médicale en France (2024).



415

médecins généralistes  
en 2023 (442 en 2014).



58,7 %

des médecins sont des libéraux.

6,6 %

des médecins ont  
une activité mixte.



34,7 %

des médecins sont salariés.



15 %

des Aindinois n'ont pas de  
médecin traitant.



Deux zones en tension :  
Pays de Gex et Bourg-en-Bresse  
où certains secteurs sont à

3,2 généralistes  
pour

10 000 habitants.



La moyenne est de

6,3

généralistes

pour

10 000

habitants dans l'Ain.



Contre 8,6 en Rhône-Alpes  
et 8,2 en France.

## Évolution des métiers et nouvelles pratiques regroupées

Nouvelles structures

Une **maison de santé pluri-professionnelle (MSP)** regroupe des professionnels de santé de soins primaires qui exercent en libéral et sont associés autour d'un projet de santé partagé (médecins généralistes ou spécialistes, infirmiers, psychologues, kinésithérapeutes, sages-femmes, ostéopathes, orthophonistes, etc.).

Une **maison médicale** regroupe des médecins et professionnels de santé indépendants les uns des autres et qui effectuent des gardes en sus de leur activité libérale en horaires décalés le soir, la nuit, les week-ends et jours fériés.

Nouveaux métiers

L'**infirmier en pratique avancée (IPA)** a suivi une formation complémentaire et possède une spécialisation médicale. Libéral ou salarié, il intervient en renfort des médecins, avec un rôle de conseil et d'éducation thérapeutique des patients, dans le cadre de consultations ciblées et de minimum 30 minutes. Il peut prescrire des soins, des analyses et renouveler ou adapter des prescriptions médicamenteuses.

L'**assistant médical** assiste un médecin généraliste ou spécialiste dans son travail pour le décharger de certaines tâches administratives et/ou liées au suivi médical et à l'ac-

cueil des patients. Il peut remplir des documents, préparer des ordonnances, organiser des visites, apporter une écoute, préparer des consultations, mais ne réalise pas d'actes de soin technique.

Les **communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS)** regroupent depuis 2016 des professionnels de santé et des acteurs publics et privés en vue de réfléchir aux problématiques de santé du territoire, structurer le travail des professionnels et la mise en œuvre d'actions communes et coordonnées.

Le **coordonateur de santé** prend en charge des missions variées pour faciliter l'organisation des professionnels réunis au sein d'une même structure (tâches administratives, comptables, communication et mise en œuvre de projets partagés).

## Incitation à l'installation

### Les collectivités déploient les gros moyens

Face à la pénurie de candidats, les collectivités investissent des moyens humains et financiers, à l'instar du Département qui vient de voter un dispositif d'aide financière aux internes, en contrepartie de leur installation dans l'Ain. La pénurie de médecins en France crée de la concurrence entre les territoires. Pour les attirer, chaque département doit donc mener une politique volontariste et mettre en avant ses atouts. Le Département de l'Ain l'a bien compris et a fait de la démographie médicale la priorité de son mandat.

Depuis 2021, un plan d'action a été mis en place pour renforcer l'attractivité du territoire, accompagner et inciter les médecins à venir s'installer ou effectuer leurs stages : accueil personnalisé, site

Internet dédié aux professionnels de santé, création d'un centre de santé départemental avec le recrutement de médecins salariés (actuellement au nombre de 6 pour 3,5 ETP), formation de maîtres de stage... Une politique active qui a même

donné l'impulsion, en 2022, à l'ouverture d'une première année de médecine à la faculté de Bourg-en-Bresse. Elle bénéficie aujourd'hui de 75 places.

#### 10 000 euros par année d'étude

En février, l'assemblée départementale a passé un nouveau cran en votant une bourse aux internes en médecine en contrepartie de leur installation dans le département de l'Ain, dans les deux années qui suivent la fin de leurs études. Très concrètement, un étudiant qui s'engage à s'installer dans l'Ain recevra 10 000 euros par année d'études d'internat, qui peuvent aller jusqu'à 4 ans, avec la mise en place du « docteur junior ». Une prime à l'installation du même montant est prévue. Le médecin devra rendre chaque année d'études financée en année d'installation, ce qui peut l'inciter à s'ancrer, lui et sa famille, dans le territoire.

Ce dispositif pourrait ainsi répondre à l'arrivée espérée des docteurs juniors. « Il faut vraiment que l'on soit prêt à l'horizon 2026 car c'est potentiellement une trentaine de médecins par an qui pourraient arri-

ver, si on a assez de maîtres de stage, de capacités d'hébergement, si on est attractif », détaille Damien Abad, vice-président délégué à la démographie médicale et à la santé. L'élu, conjointement avec l'ARS et la CPAM, a d'ailleurs prévu une dizaine de réunions de territoire, de mars à juin, pour préparer l'échéance et rassembler les forces et les énergies du département. ■



**Damien Abad**

Vice-président du Département de l'Ain et délégué à la démographie médicale.  
« Il faut vraiment que l'on soit prêt à l'horizon 2026. »

## « On rentre dans une compétition »

Avec le Pays de Gex, le secteur de Bourg-en-Bresse fait partie des zones les plus touchées par la désertification médicale. La problématique est suivie par

Le pôle santé Édouard Herriot est en construction à Bourg-en-Bresse dans le quartier du Pont des Chèvres.



la communauté d'agglomération de Bourg depuis déjà dix ans. Celle-ci mène plusieurs plans d'action avec différentes aides financières (installation, équipement, dématérialisation des dossiers patients...) et s'est dotée d'une responsable du développement de l'offre de soins. La ville Préfecture devrait accueillir d'ici fin 2026 un pôle santé dans le quartier du Pont des Chèvres, fruit d'un partenariat privé avec Office santé. Grand Bourg agglomération souhaite également ouvrir un centre de santé d'agglomération avec des médecins salariés à Norélan. Le projet est pour l'instant en attente de professionnels. « Il ne suffit plus de mettre un panneau "recherche médecin généraliste" en entrée de ville. Même si ce n'est pas sain, on rentre dans

une compétition, constate Michel Fontaine, vice-président à l'économie à Grand Bourg agglomération. Il faut des actions. J'espère que le plan départemental sera une totale réussite. » ■



**Michel Fontaine**

Vice-président à l'économie et l'innovation à Grand Bourg agglomération

## Maisons de santé

### Se regrouper pour mieux soigner

**Dans une maison de santé, des praticiens libéraux s'associent pour assurer ensemble des soins médicaux de proximité. Ce modèle d'exercice pluriprofessionnel convivial et efficace a su anticiper l'évolution des pratiques médicales.**

Le lundi 10 février, maison de santé de Pont-d'Ain. Une quinzaine de praticiens déjeunent dans une ambiance chaleureuse. Des sourires, des blagues, une énergie et une cohésion. « *Je suis venue ici pour ça* », me désigne Nelly Bornard, orthoptiste installée depuis un an.

Ouverte en 2006 sous l'impulsion de quatre amis désireux d'exercer ensemble, la structure assure la prise en charge de 10 000 patients. C'est l'une des premières à avoir été créée. On en dénombre aujourd'hui une soixantaine dans l'Ain et 2 600 à l'échelle nationale. « *Plus de 20 % des professionnels de santé libéraux exercent en maison de santé* », constate le docteur De Haas, l'un des fondateurs. « *C'était novateur il y a 20 ans, aujourd'hui c'est la norme. Le cabinet médical traditionnel est obsolète. Les jeunes ne désirent plus s'installer seuls mais rejoindre une structure qui fonctionne, s'appuyer*

*sur une équipe et une patientèle constituée. Travailler ensemble, croiser nos regards et mêler nos compétences nous permet d'améliorer significativement la qualité des soins.* »

Une réponse à la problématique de désertification médicale ? Pas vraiment, estiment les fondateurs. « *Un médecin ne travaille plus autant qu'avant. Les maisons de santé ont aidé à anticiper cette évolution. Les nouveaux médecins peuvent se consacrer aux soins sans avoir à construire un cabinet, mais dans la mesure où une dynamique préexiste sur le territoire.* » Si les premières maisons de santé, à l'image de celle de Pont-d'Ain [ou d'Ambérieu-en-Bugey, créée sur son modèle quelques années plus tard], ont été propulsées et financées par des médecins fondateurs, les plus récentes ont été prises en charge par les collectivités [comme à Meximieux ou à Ambronay]. Mais ce qui fait qu'une maison de santé rurale fonctionne, c'est avant tout la synergie d'équipe qu'il faut susciter et entretenir. La structure seule ne suffit pas à motiver une installation.

« *Dans les centres de santé, les médecins sont salariés et peuvent effectuer des vacances. C'est un système plus souple pour faire venir des praticiens sur un territoire. On peut ensuite espérer la naissance d'une dynamique de groupe sur place et que certains s'installent* », estime le docteur De Haas, investi dans la mise en place du centre de santé de Montréal-la-Cluse [dont la maison de santé est mise en pause en l'absence de praticiens]. ■



**Pierre De Haas et Jean-Claude Laurin**  
Membres fondateurs de la maison de santé. Les six autres médecins généralistes sont des internes accueillis par la structure et ayant souhaité s'y associer.



La « maison » regroupe 29 praticiens, dont 8 généralistes.

## La voix d'une médecin généraliste

### « Il faut ramener les étudiants sur les territoires »

« **J'**ai découvert ce mode d'exercice en équipe, qui m'a tout de suite répondu, à l'occasion de mon internat de fin d'études. Par nos échanges et le partage de nos compétences, nous effectuons un travail très qualitatif. C'est tout naturellement que je suis restée dans l'équipe et devenue médecin associée. Est-ce difficile de comprendre qu'un jeune médecin n'a pas envie de venir s'ins-

taller en territoire inconnu, loin de son quotidien, pour y travailler seul 60 heures par semaine ? Plus personne ne souhaite exercer ainsi ! Les incitations financières déployées sont inefficaces car en fin de cursus, un médecin a souvent déjà construit sa vie personnelle et réside en ville. Avant même d'envisager une installation en milieu rural, y effectuer un stage n'est déjà pas simple

en termes de logement, de transport. Je pense qu'il faudrait réfléchir à la manière de ramener les étudiants sur les territoires en amont, en décentralisant les cursus et avec davantage d'aides à la mobilité dans les territoires mal desservis. » ■



**Pauline Rivier**  
Médecin généraliste

## INTERVIEW

**Dr Hervé Arnould, président du CDOM 01, et Marie-Françoise Masson-Seyer, conseillère ordinale**

« Pendant un laps de temps, il n'y aura pas de solution magique »

**Discret mais volontaire, le Conseil départemental de l'ordre des médecins de l'Ain agit en coulisses pour apporter des réponses concrètes et adaptées aux attentes de tous les praticiens et à leurs patients.****Quelle est la vision de l'Ordre ?**

Nous sommes contre la coercition. Elle n'est pas acceptée et le risque est que les médecins cessent de travailler. L'Ordre est là pour aider à s'installer, à trouver des solutions. Nous poussons vers la qualification des médecins étrangers en capacité. Nous faisons des choses pas très publiques, mais qui aident à libérer du temps médical comme autoriser les médecins à consulter en même temps qu'un remplaçant, permettre d'exercer dans plusieurs spécialités contiguës... L'Ordre est soucieux des territoires non pourvus, de l'avenir des médecins qui vont arriver et de ne pas voir la médecine dépossédée de son essence : le diagnostic. Selon les politiques, il pourrait être fait par les rééducateurs, les kinés, les pharmaciens, les sages-femmes...

**On vous dira que c'est pour libérer du temps aux médecins...**

Soulager le médecin, oui, mais pas aux dépens de la qualité du soin ! Nous ne sommes pas opposés à ces solutions, mais nous souhaitons que le médecin coordonne, ce que la loi n'accepte pas vraiment.

**Qu'attendent les jeunes aujourd'hui ?**

Ils veulent travailler en groupe, mais ce n'est pas simple. Ils veulent prescrire, soigner, mais la lourdeur des structures est un frein. Il faut laisser la médecine aux médecins et qu'on nous soulage, non pas sur la prescription, mais sur le côté administratif.

**Sur ce point, les MSP sont un plus ?**

La structure est très bien, très financée. Elle correspond à l'envie d'un certain nombre de médecins qui s'installent. Ils deviennent des chefs d'entreprise. Quand vous la gérez bien, c'est parfait. Mais nous ne sommes pas formés

pour ça et la majorité des médecins ne sont pas entrepreneurs. Et d'autres questions portent sur le coût et la fragilité si des médecins partent.

**Les CMSI suivent-ils la même logique ?**

C'est une mode qui se développe par le manque, avec des objectifs financiers. Ils font une médecine instantanée, utile dans ce sens où les gens sont anxieux, surtout avec le manque de médecins, et qu'ils consomment.

**On affirme souvent que les jeunes médecins travaillent moins...**

Nous réfutons cette critique. Les jeunes travaillent moins dans toute la société et il y a toujours eu 15 % de médecins qui se forment mais n'exercent pas. La profession se féminise, mais les femmes comme les hommes travaillent énormément et la qualité de leur formation est excellente.

**Que peut-on faire alors ?**

Pendant un laps de temps, il n'y aura pas de solution magique. Notre rôle est de faire en sorte qu'il y ait le moins de patients en affection longue durée laissés pour compte. Et les modes d'attractivité financière, au niveau du Département de l'Ain, deviennent plus salubres et liés à une activité après l'installation. On a la perception d'une aide massive pour les médecins étudiants que la société cherche à installer dans des secteurs défavorisés par tous les moyens avec des financements parfois élevés. Mais les médecins installés ne sont pas écoutés, n'ont pas d'aide. C'est une voie de travail importante. La situation va rester complexe pour trois ou quatre ans. Ce sera la fin du numerus clausus, l'arrivée des docteurs juniors avec des complications puisque les médecins responsables de stages universitaires devront se former, leur proposer des locaux et consacrer du temps. Au-delà, on ne voit pas encore clair. ■



« Ce qu'on nous reproche, c'est de ne pas avoir su mailler le territoire quand on a commencé à voir des médecins partir. Nous avons peut-être espéré que les gens consulteraient moins, sans anticiper le vieillissement et le poids de la prévention », estiment les Drs Arnould et Masson-Seyer.

PARTENAIRE ALFA3A

Rejoignez les 3 000 établissements sociaux et médico-sociaux qui font déjà confiance au Cèdre et accédez à nos conditions négociées.

400 FOURNISSEURS RÉFÉRENCÉS

+ DE 100 DOMAINES D'ACHAT

RÉALISEZ  
**20 %**  
D'ÉCONOMIES  
EN MOYENNE



DISPOSITIFS  
MÉDICAUX



RESTAURATION



ENTRETIEN  
DU LINGE



INTERIM



ÉNERGIE

✓ Et bien d'autres à découvrir sur [lecedre.fr](https://lecedre.fr) !

**Pour rencontrer un délégué régional**



**Christophe Angonin**

📞 07 88 76 20 57

✉ [ch.angonin@lecedre.fr](mailto:ch.angonin@lecedre.fr)

  
**le Cèdre**  
Achetez autrement

# Les métiers de l'accompagnement social et médico-social au cœur des engagements du Département de l'Ain



Pour répondre aux besoins croissants de personnel, le Département a souhaité favoriser l'attractivité des professions porteuses de sens par la :

- >> création d'une plateforme au service de l'attractivité des métiers de l'accompagnement social et médico-social
- >> mise en place en novembre 2024 d'un plan d'action visant à :
  - promouvoir la diversité des métiers du soin et de l'accompagnement social afin d'attirer de nouveaux talents
  - renforcer les dispositifs d'alternance ainsi que la formation
  - fidéliser les personnels en soutenant la qualité de vie et les conditions de travail
  - faciliter l'accès au logement et à la mobilité des professionnels ou futurs professionnels

